

POLE INSTITUTE

Pole Institute est un Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs.

Son siège est basé à Goma, à Est de la RDC. Il est né du défi que s'est imposé un groupe de personnes du Nord et du Sud-Kivu (RDC) de croiser leurs regards dans un contexte de crise émaillé de beaucoup d'événements malheureux, caractérisé par des cycles de violences, de pauvreté, de mauvaise gouvernance, et de l'insécurité.

En conséquence, **Pole Institute** se veut un espace de :

- analyse et recherche autour des grands défis locaux et leurs implications nationales, régionales et internationales (pauvreté exacerbée, violences sociales, fractures ethniques, absence de repères, culture de l'impunité, etc.)
- analyse et renforcement des stratégies de survie des populations dans un contexte de guerre et de crise prolongée
- analyse des économies de guerre pour dégager des pistes de renforcement des populations locales et de leurs activités économiques
- recherche-action-lobbying en partenariat avec des organismes locaux, régionaux et internationaux.

Finalité et but :

Faire évoluer des sociétés dignes et non exclusives dans lesquelles agissent des personnes et des peuples libres en vue de contribuer à :

- la construction d'une SOCIETE dans laquelle chacun trouve sa place et redécouvre l'autre par le développement d'une culture de négociation permanente et l'identification des valeurs positives communes ;
- la formation d'un type nouveau de PERSONNE indépendante d'esprit enracinée dans son identité tout en étant ouverte au monde.

Politique :

- Initier, développer, renforcer et vulgariser les idées avant-gardistes en matière de paix, de reconstruction et de cohabitation des populations vivant en zones de crise.
- Initier l'émergence d'une culture de négociation (contre une culture de la mort) basée sur les intérêts des uns et des autres.

Collection Culture & Mémoires Vivants

Editeur responsable : Pole Institute
Directeur de publication : Aloys Tegera
Rédacteur en chef : Onesphore Sematumba

Comité de rédaction : Aloys Tegera
Jean-Pierre Kabirigi
Léopold Rutinirwa
Onesphore Sematumba

Pole Institute
Avenue Alindi n°289, Quartier Himbi I
Ville de Goma / Nord-Kivu
B.P. 72 Goma (RDC) / B.P. 355 Gisenyi (Rwanda)
Tél.: (00243) 99 86 77 192 / (00243) 99 72 52 216 / (00250)788 51 35 31
Web site: www.pole-institute.org
E-mail : poleinst@free.fr

© Pole Institute, 2013.

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous les pays

Pole Institute

Des révoltes constructrices pour le Congo

**Expériences des accompagnateurs des
dynamiques de paix dans des contextes de crises**

Bustani ya Mabadiliko

Mai 2013

Sommaire

<i>La révolte constructrice : comment cette plante exotique s'est retrouvée dans le Jardin du Changement/Bustani ya Mabadiliko..</i>	<i>5</i>
<i>Bribes de définitions et exemples de mise en œuvre par les membres du Bustani.....</i>	<i>9</i>
<i>Dynamique des révoltes constructrices : Une réflexion théorique</i>	<i>15</i>
<i>Hommage - Le retour de Frantz Fanon.....</i>	<i>21</i>
<i>« Le printemps arabe » refuse de s'inviter en République Démocratique du Congo (RDC).....</i>	<i>25</i>
<i>Les trois constructions : d'une conscience – d'une alternative – d'un pouvoir à partir des révoltes.....</i>	<i>33</i>
<i>Ingrédients pour une stratégie de révoltes constructrices.....</i>	<i>41</i>
<i>La révolte constructrice, une autre manière de vivre la vraie liberté.....</i>	<i>49</i>
<i>Plaidoyer au Katanga autour de l'activité minière et des problèmes terriens.....</i>	<i>63</i>
<i>Des femmes en lutte pour leurs droits en Ituri.....</i>	<i>67</i>
<i>Des femmes « gagne-petit » à travers les rues de Goma se révoltent et s'organisent.....</i>	<i>75</i>
<i>Actions de défense et promotion de la profession de journaliste à Butembo.....</i>	<i>81</i>
<i>Des jeunes de Goma se mobilisent et se manifestent.....</i>	<i>89</i>
<i>La lutte des travailleurs miniers contre la discrimination au sein d'Anglo Goldfield Kilo en Ituri.....</i>	<i>101</i>
<i>ANNEXES.....</i>	<i>109</i>

La révolte constructrice : comment cette plante exotique s'est retrouvée dans le Jardin du Changement/Bustani ya Mabadiliko

Depuis une demi-douzaine d'années nous travaillons à la conscientisation, au renforcement des capacités et à la défragmentation avec des acteurs significatifs de plusieurs régions de l'Est et de l'Ouest de la République démocratique du Congo. Ce jardin du changement (Bustani ya Mabadiliko) donne des produits étonnants dans un contexte on ne peut plus difficile et dangereux.

Mais la terre, l'eau et les engrais que nous utilisons, ainsi que l'entretien constant ont leur importance :

- ◆ le travail se base sur une **analyse de contexte** régulière qui permet de sortir du rôle de victime et de commencer à prendre en main son destin ;
- ◆ un des ingrédients de base est la **confiance** entre les participants qui se nourrit de **débats francs et contradictoires** ;
- ◆ **l'engagement** et la **résilience** des participants qui ont appris à travailler dans des circonstances difficiles.

Les obstacles et mauvaises herbes qui nous rendent la tâche difficile sont :

- ◆ la fragmentation insidieuse et constante qui pourrit la société congolaise de l'intérieur ;
- ◆ l'écrasement des communautés et des individus par des facteurs lourds : insécurité, paupérisation, humiliation / infériorisation ;
- ◆ la culture de violence et de haine qui envahit la société à tous les niveaux ;
- ◆ la dépravation des valeurs remplacées par des contre-valeurs qui phagocytent la société de haut en bas ;

- ◆ le pourrissement de la classe politique et des leaders en général dans un contexte qui enlève tout honneur et toute valeur aux comportements civiques et érige en modèles la violence et l'égoïsme ;
- ◆ la vénération de leaders sans mérite et l'acceptation du népotisme et de la corruption comme bases sociétales ;
- ◆ la résignation et le sentiment d'impuissance devant des situations insupportables ;
- ◆ les mythes religieux et culturels aliénants qui bloquent toute responsabilisation et conscientisation ;
- ◆ l'adulation de la communauté internationale couplée du syndrome du sauveur, se retournant parfois en haine violente ;
- ◆ les révoltes destructrices comme seul échappatoire.

Devant cette situation nous nous sommes nourris des expériences et des idées de penseurs et d'écrivains, de praticiens et de révoltés de diverses époques et cultures pour aboutir à la nécessité de définir la **révolte constructive** comme concept et stratégie appropriée aux réalités de la RDC du XXI^e siècle afin de sortir de la spirale de la violence et du désespoir.

En même temps les développements dans d'autres parties du monde, par exemple le « printemps arabe » et les mouvements contre la dominance éhontée du secteur bancaire dans beaucoup de pays du monde nous ont inspirés.

L'histoire de la RDC, du Zaïre, du Congo, et les diverses tentatives et mouvements de révolte contre le colonialisme, la dictature et l'injustice nous ont également éclairés.

Les révoltes et rébellions à répétition qui continuent de jouer un rôle prépondérant dans la vie quotidienne des Congolais ont réduit le concept de révolte à une manœuvre politicarde et/ou militarisée pour la plupart des civils qui se sentent victimes impuissantes. Pour de nombreux jeunes désœuvrés il semble représenter une piste de carrière pour les sortir de leur vie glauque et sans avenir.

Face à cette situation nous nous sommes attelés à développer tous ensemble une alternative de réaction responsable et responsabilisante qui ne pourra être achetée ou manipulée par le premier politicien ou seigneur de guerre qui passe.

Aujourd'hui nous voulons présenter ce qui a déjà été fait et lancer un débat plus large. Nous partageons d'abord comme entrée en matière des bribes de définitions et des pistes de mise en œuvre entrepris par une douzaine de Bustaniens.

Nous vous résumons ensuite des éléments théoriques de plusieurs horizons dont nous nous sommes servis pour dégager la révolte constructrice.

Mais comment appliquer tous ces éléments à notre situation actuelle ? La révolte constructrice dans la RDC d'aujourd'hui, c'est quoi ?

Sur base de nos discussions et travaux nous avons rassemblé des ingrédients pour développer des stratégies de révolte constructrice. Plusieurs Bustaniens s'y sont essayés à leur manière sur leur terrain et nous vous présentons en détail leurs idées et expériences.

En annexe vous trouvez quelques outils dont nous nous sommes servis. Beaucoup de questions restent sans réponse, beaucoup d'obstacles seront encore à franchir, le chemin est encore long, mais la semence a commencé à germer.

Christiane Kayser

Janvier 2013

Bribes de définitions et exemples de mise en œuvre par les membres du Bustani

Après avoir travaillé pendant deux ans sur le concept de révolte constructrice et cherché des pistes de mise en œuvre adaptées à la situation de la RDC, en plein milieu d'une nouvelle crise secouant l'est du pays, nous avons demandé aux membres du Bustani ce que représentait pour eux la révolte constructrice et comment ils arrivaient à l'appliquer dans leurs chantiers. Les réponses montrent la diversité et la richesse du travail avec ce concept. La responsabilisation, le refus de subir, l'indignation, la volonté de devenir acteur de son destin, le courage de ses opinions, le désir de construire sont autant d'éléments essentiels qui se dégagent. L'analyse du contexte reste une base essentielle pour tout travail.

N°	Nom	Q1. La révolte constructrice c'est quoi pour toi ?	Q2. Comment as-tu pu l'utiliser dans ton chantier ?
1	Jules NGANGO	La révolte constructrice est un comportement, une façon de vivre qui peut me pousser à analyser un événement, refuser de subir mais agir et aller à contre courant de ce qui nuit à un individu.	Dans mon domaine de formation, alphabétisation conscientisante j'ai amélioré ma manière d'accompagner les formateurs et formatrices, j'ai influencé la réorganisation administrative de Alpha-Ujuvi (recherche des documents légaux ...) et la restructuration par l'intégration des nouvelles personnalités, etc.
2	Célestin Kamungu Ruyenzi	La révolte constructrice est une manifestation et réaction à une situation limite dont un groupe de personnes ou une communauté est victime, visant un changement positif de la situation	Partant de l'analyse du contexte chacun décrit par ses propres mots la situation limite, décrit en quoi il est victime et en quoi il peut contribuer pour son changement et pour le changement du groupe.
3	Willy Bongolo (nouveau dans le Bustani)	C'est la récupération d'une situation anormale par des victimes, afin de trouver des solutions optimales	Je m'intéresse aux jeunes au chômage et à la recherche de la vie dans les trois pays : RDC, Angola (région du Cabinda, Mbanza Ngungu) et Congo-Brazza. Ils sont confrontés à de multiples tracasseries aux frontières. Je voudrais travailler avec eux, associer les

N°	Nom	Q1. La révolte constructrice c'est quoi pour toi ?	Q2. Comment as-tu pu l'utiliser dans ton chantier ?
			femmes dans le commerce transfrontalier qui, elles aussi, subissent la même chose. Dès qu'ils auront analysé leurs problèmes, ils seront des acteurs de plaidoyer auprès des trois gouvernements et pourront anticiper les problèmes.
4	Jackson Batumike	C'est un processus ou une série d'actions qui tendent à manifester la protestation contre les choses qui indignent (non respect des droits humains, mépris des valeurs humaines). C'est une prise de position sur les enjeux de l'heure (courage civique).	Par l'implication pacifique de la jeunesse à la vie de la communauté à travers l'exercice de droits politiques de jeunes, les actions citoyennes, envoient des messages ciblés et font le plaidoyer. Tout ceci part d'un exercice d'analyse du contexte que nous appelons état des lieux.
5	Nicole Kamali	C'est une forme de désobéissance civile par rapport à ce qui se fait dans un pays. C'est agir dans la non violence pour manifester que l'on est indigné.	Lors de l'organisation des matchs, quand il n'y avait pas de financeurs nous nous révoltons et cherchions par nous-mêmes les fonds. Par rapport au tribalisme dans notre mouvement, nous organisons des compétitions au niveau régional pour dépasser le mythe de la division (avec le

N°	Nom	Q1. La révolte constructrice c'est quoi pour toi ?	Q2. Comment as-tu pu l'utiliser dans ton chantier ?
			Rwanda).
6	Chantal Faïda	La révolte constructrice est une énergie, un dynamisme d'un groupe de personnes qui agissent ensemble pour pouvoir changer les choses de façon loyale.	Je travaille avec des jeunes localisés dans différents quartiers de Goma, ils se réunissent pour discuter sur leurs problèmes, réfléchissent sur les solutions à y apporter. Ex : ils brisent le silence sur des questions délicates comme le mariage des mineurs et osent aborder les parents sur ce sujet.
7	Kavira Nganza	C'est le fait de ne pas être manipulé, c'est rompre le silence devant le mal ou ne pas accepter une aliénation. C'est aller à contre-courant de tout mal.	Amener les gens que j'accompagne à un esprit critique, amener les femmes à ne pas accepter les vices de la classe dirigeante aveuglement. Toute personne doit se sentir responsable des les actions qu'elle pose.
8	Solange Gasanganirwa	La révolte constructrice est le refus, de manière positive, de vivre une situation ou une condition anormale, injuste à l'égard d'un individu, d'un groupe de personnes ou d'une communauté donné. Ce refus se manifeste par des paroles, des gestes, des attitudes ou des	J'ai pu l'utiliser à travers la conscientisation, en encourageant les femmes à exprimer librement leurs idées, à discuter entre elles, à identifier leurs problèmes communs et à proposer des solutions.

N°	Nom	Q1. La révolte constructrice c'est quoi pour toi ? actions, exprimées individuellement ou collectivement selon que le concerné est un individu ou une communauté.	Q2. Comment as-tu pu l'utiliser dans ton chantier ?
9	Kennedy Wema	C'est toute théorie qui doit amener tout citoyen à analyser le contexte qui l'empêche de mieux vivre et permettre à trouver des stratégies adaptées pour lutter contre ces problèmes	Depuis ma participation aux sessions du Bustani j'identifie mieux les problèmes et propose des solutions concrètes. Ex : création des associations des journalistes pour rechercher la liberté d'expression et renforcer leur professionnalisation
10	Pierre Kahenga	C'est la force que des personnes écrasées réussissent par réclamer le changement contre ceux qui les écrasent	Aider ces personnes à exprimer le problème pour se libérer par la parole (briser la honte : les jugements de ceux qui les entendent, la peur des concernés, ...)
11	Sœur Deodata	C'est ce choc agissant, entraînant l'engagement suite à un phénomène ou un fait défavorisant un groupe ou une communauté dans une société donnée.	En passant par l'approche conscientisante de Paolo Freire et ses disciples dont Michel Séguier : avec l'analyse du contexte nous regardons en face les causes ou des faits par les outils appropriés visuels (boîte à image, activités culturelle, ...) pour qu'en groupe on trouve des remèdes appropriés.
12	Jackie Malosi	Après identification des situations	Deux fois par mois je fais l'analyse du

N°	Nom	Q1. La révolte constructrice c'est quoi pour toi ? humaines qui choquent, il faut arriver à la conscientisation et à la mobilisation pour initier des actions dans le sens constructeur.	Q2. Comment as-tu pu l'utiliser dans ton chantier ? contexte participative avec les femmes pour identifier des problèmes. Indignées, ces femmes proposent des pistes des décisions, identifient les décideurs qui pourraient aider à donner des solutions durables, identifient les parties prenantes, des alliés pour soutenir et travailler en réseau et identifient les alternatives.
13	Abbé Alfred	C'est un engagement qui part d'une prise de conscience d'une situation limite dans laquelle je suis. Agir pour sortir de l'aliénation (culturelle), l'exploitation (économique) et la domination (politique).	Dans mon chantier « gouvernance minière » : un travail de conscientisation, mobilisation, plaidoyer avec les victimes (du travail minier) auprès des sociétés minières, auprès de l'administration publique pour que cette exploitation soit bénéfique à la population.

Dynamique des révoltes constructrices

Une réflexion théorique

- **Des révoltes plus qu'une révolution**

Avec Albert Camus nous voyons que la révolte se distingue de la révolution en ce sens que :

- ◆ Elle privilégie la dignité de l'homme en tant qu'individu plus que "le sens de l'Histoire"
- ◆ Elle ne prétend pas tout résoudre dans un ordre nouveau mais au moins faire face pied à pied
- ◆ Elle est centrée sur le présent plus que sur un monde à venir. La vraie générosité envers l'avenir consiste à tout donner au présent.
- ◆ Elle permet à chacun d'être auteur et acteur de son histoire tout autant qu'auteur et acteur de l'Histoire.

L'Histoire ne peut plus être dressée en objet de culte ; elle n'est qu'une occasion, qu'il s'agit de rendre féconde par une révolte vigilante.

Mais, il ne faut surtout pas, pour autant, réduire la révolte à du concret - court terme - individuel. Il faut qu'elle s'inscrive dans des stratégies à long terme de changement radical et de transformation...

- **Dans une visée émancipatrice**

Il s'agit bien, les mains libres, de se prendre en main et de reprendre la main. Dans le langage courant, s'émanciper signifie s'affranchir d'une autorité, d'une domination, d'une tutelle, d'une servitude, d'une aliénation, d'une entrave, d'une contrainte physique, morale ou intellectuelle.

Paulo Freire a beaucoup relevé la nécessaire lutte contre les exploitations économiques, les dominations politiques et les aliénations

culturelles. C'est un positionnement radical, un refus, une colère et une rage contre l'inacceptable.

Mais comment mener cette lutte concrète, historique, pied à pied, contre les systèmes et les pratiques.

- ◆ de dominations qui écrasent,
- ◆ d'exploitations qui amputent,
- ◆ d'aliénations qui écartèlent,
- ◆ de déshumanisations qui stérilisent ?

L'émancipation agit pour le temps présent, elle n'est pas une longue marche vers une terre promise, mais vers l'élargissement et l'institution de libertés, ici, maintenant.

Comment combiner mesures d'urgence et long terme, actions concrètes et changement de regard, actes significatifs puissants mobilisateurs et construction patiente d'« inédits viables » ou de « possibles non expérimentés » ?

Si la dimension sociale n'est pas construite collectivement, il y aura peut-être appropriation mais pas émancipation. Les prises de conscience individuelles peuvent dériver en défenses d'intérêts particuliers, corporatistes ou communautaristes. De même le seul travail collectif qui ne reconnaît pas l'importance de la personne peut dériver vers les totalitarismes.

L'acquisition de ce savoir-lire-politiquement requiert et développe à la fois une conscience critique, juridique et civique, mais aussi sociale et culturelle. La transformation sociale démarre dès que l'on décide de sortir de la conscience naïve, de questionner le monde comme donné et institué d'une façon immuable ou décidé ailleurs, convaincus que le monde peut être autre, que des alternatives existent. On refuse d'accepter l'idéologie et les accoutrements politiques qui l'accompagnent, qui disent qu'il n'y a pas de solution de rechange.

L'émancipation veut créer, avec les personnes dont les conditions d'existence sont précaires, un contexte dans lequel elles puissent

retrouver leur dignité, peser sur leur avenir et être capables de transformer leur réalité et cela à travers :

- ♦ une émancipation politique par rapport au népotisme, au populisme, au clientélisme et à la dépendance qui s'appuient sur le contrôle social à travers bureaucratie, propagande et culpabilisation.
- ♦ la construction d'une citoyenneté pleine et active et d'une démocratie participative où chacun peut se situer et s'imposer, dans un respect mutuel, comme personne responsable et citoyen à part entière.
- ♦ une alliance entre les différentes composantes de la société civile organisée constituant un mouvement social capable d'articuler les mobilisations populaires et les processus de transformations sociales.

- **En résistance civile**

Comme pour l'homme révolté d'Albert Camus, la résistance commence par une volte-face, une manière d'affirmer son identité dans la rupture. Résister suppose toujours invoquer une histoire, une mémoire, une culture par lesquelles et au nom desquelles je dis « Non, pas ça, plus ça ». Si la résistance naît d'une rupture individuelle, elle ne devient telle que lorsqu'elle parvient à s'exprimer collectivement.

L'adjectif « civil » renvoie à la notion de « civisme », soulignant qu'il s'agit d'œuvrer pour l'intérêt général, quitte à payer de sa personne et donc à prendre des risques, L'expression « résistance civile » décrit des actions de citoyens, du moins de « citoyens potentiels », qui cherchent à conquérir ou préserver des droits politiques ou sociaux. qui luttent pour défendre la démocratie (contre une déviation autoritaire ou totalitaire) ou pour l'instaurer (pour sortir d'un régime de dictature).

L'assujettissement des hommes ne repose pas seulement sur la violence qu'ils subissent mais aussi sur l'obéissance qu'ils consentent. Si la domination physique d'un peuple est un état de fait, sa soumission politique est un état d'esprit. Car, lorsqu'une société se

sent de moins en moins soumise, elle devient de plus en plus incontrôlable. Si le pouvoir conserve sa puissance, il perd alors son autorité.

En développant cette approche, on perçoit qu'un espace de résistance peut se construire autour de deux pôles indissociables et complémentaires :

- ◆ un pôle négatif fondé sur le refus de la servitude. Il se traduit par la mise en œuvre de moyens de non-coopération, et la désobéissance civile
- ◆ un pôle positif, fondé sur l'affirmation d'une identité et d'une légitimité différentes. En ce sens, la résistance civile est toujours une résistance culturelle : elle s'appuie sur des valeurs, met en scène des symboles, s'enracine dans une histoire et des modes de vie qui constituent le substrat identitaire de la société en train de résister. Elle s'exprime par l'action politique, la manifestation publique, le recours au droit et, en fin de compte, à l'opinion, donnant à l'espace public un véritable pouvoir critique, un « pouvoir d'assiègement permanent ».

• En désobéissance civique

Selon John Rawls : « La désobéissance civile peut être définie comme un acte public, non violent, décidé en conscience, mais politique, contraire à la loi et accompli le plus souvent pour amener un changement dans la loi ou bien dans la politique du gouvernement. En agissant ainsi, on s'adresse au sens de la justice de la majorité de la communauté et on déclare que, selon une opinion mûrement réfléchie, les principes de coopération sociale entre des êtres libres et égaux ne sont pas actuellement respectés. »

L'acte de désobéissance s'inscrit dans un mouvement collectif. Elle est l'acte d'un groupe qui se présente comme une minorité agissante, et se traduit par l'action concertée de celle-ci. Hannah Arendt relève que « loin de procéder de la philosophie subjective de quelques individus excentriques la désobéissance civile résulte de la

coopération délibérée des membres du groupe tirant précisément leur force de leur capacité d'œuvrer en commun. »

Le désobéissant use généralement de moyens pacifiques. La désobéissance civile vise à appeler aux débats publics et, pour ce faire, elle en appelle à la conscience endormie de la majorité plutôt qu'à l'action violente. C'est un des traits qui la distingue de la révolution, qui pour arriver à ses fins peut potentiellement en appeler à la force.

Dans *Pour la désobéissance civile*, José Bové et Gilles Luneau préfèrent ce terme à la traduction phonétique de l'anglais "désobéissance civile". Ils définissent six critères à réunir conjointement pour caractériser ainsi un acte :

1. c'est un acte personnel et responsable : il faut connaître les risques encourus et ne pas se soustraire aux sanctions judiciaires ;
2. c'est un acte désintéressé : on désobéit à une loi contraire à l'intérêt général, non par profit personnel ;
3. c'est un acte de résistance collective : on mobilise dans l'optique d'un projet collectif plus large ;
4. c'est un acte non violent : on a pour but de convertir à la fois l'opinion et l'adversaire, non de provoquer une répression ou une réponse armée ; toute attaque aux biens ne peut avoir qu'une dimension symbolique ;
5. c'est un acte transparent : on agit à visage découvert ;
6. c'est un acte ultime : on désobéit après avoir épuisé les recours du dialogue et les actions légales.

Michel Séguier
Octobre 2012

Hommage - Le retour de Frantz Fanon

Par Achille Mbembe

Encadré/Kasten

Frantz Fanon, inspirateur de révoltes constructrices, relu en 2012 par un des théoriciens africains les plus indépendants d'esprit, le Camerounais Achille Mbembe.

Il y a cinquante ans, Frantz Fanon disparaissait. Longtemps confinée à l'anonymat, son œuvre complète vient d'être rééditée aux Editions La Découverte. L'occasion de redécouvrir la pensée vivante et vibrante de celui qui demeure un héraut de la lutte contre l'oppression.

Il y a cinquante ans, Frantz Fanon s'en allait après nous avoir légué son dernier testament, *Les damnés de la terre*. Convaincu qu'être Français consistait à défendre une certaine idée de la vie, de la liberté, de l'égalité et de la solidarité entre êtres humains, il avait pris part, à l'âge de 19 ans, à la guerre contre le nazisme.

Au cours de cette épreuve, il découvrit qu'aux yeux de la France, il n'était qu'un « nègre », c'est-à-dire tout sauf un homme comme les autres. Il en éprouva un profond sentiment de trahison. Les brins s'étaient tordus, et au fil de multiples autres rencontres manquées, il se convainquit qu'il s'était trompé. Peau noire, masques blancs – son premier livre – constitue en partie le récit de cette déconvenue. Mais c'est en Algérie que Fanon coupa pour de bon le cordon qui le liait à la France. La violence coloniale dont il fut le témoin et dont il s'efforça de prendre médicalement en charge les conséquences traumatiques se manifestait sous la forme du racisme au quotidien et, surtout, de la torture que l'armée française utilisait à l'encontre des résistants algériens. Au cours de cette lutte à mort, Fanon avait pris le parti du peuple algérien. La France, dès lors, ne le reconnut plus comme l'un des siens. Il avait « trahi » la nation. Relire Fanon aujourd'hui, c'est reprendre pour notre compte et dans les conditions qui sont les nôtres certaines des questions qu'il ne cessa de poser en son temps, et qui avaient toutes trait à la possibilité, pour chaque sujet humain

et pour chaque peuple, de se mettre debout, de marcher avec ses propres pieds, d'écrire avec son travail, ses mains, son visage et son corps sa part de l'histoire de ce monde que nous avons tous en commun, et dont nous sommes tous les ayant droits et les héritiers. S'il y a en effet chez Fanon quelque chose qui ne vieillira jamais, c'est bien ce projet de montée collective en humanité. Cette quête irrépressible et implacable de la liberté nécessitait, à ses yeux, la mobilisation de toutes les réserves de vie. Elle engageait le sujet humain et chaque peuple dans un formidable travail sur soi et dans une lutte à mort, sans réserve, qu'il devait assumer comme sa tâche propre et ne pouvait déléguer à d'autres. Dans le contexte colonial qui est la scène originaire de la pensée de Fanon, la montée en humanité consiste pour le colonisé à se transporter, de par sa force propre, vers un lieu plus haut que celui auquel il a été consigné pour cause de race ou en conséquence de la sujétion. L'homme bâillonné, mis à genoux et condamné au hurlement se ressaisit de lui-même, escalade la rampe et se hisse à hauteur de soi et des autres hommes. Ce faisant, il rouvre, pour lui-même et pour l'humanité toute entière, en commençant par ses bourreaux, la possibilité d'un dialogue neuf et libre entre deux sujets humains égaux. Ceci dit, notre monde n'est plus exactement le sien – et encore ! Après tout, les guerres néo et para-coloniales refleurissent. Les formes de l'occupation se métamorphosent, avec leur lot de tortures, de prisons secrètes, de mélange de militarisme, de contre insurrection et de pillage des ressources au loin. La question de l'autodétermination des peuples a peut-être changé de scène, mais elle continue de se poser en des termes aussi fondamentaux qu'à l'époque de Fanon. Dans un monde qui se rebalkanise autour d'enclos, de murs et de frontières, elles-mêmes de plus en plus militarisées, et où le droit à la mobilité est de plus en plus restreint pour nombre de catégories racialement typées, le grand appel de Fanon pour une décloison du monde ne peut que trouver d'amples échos. Si dette nous devons à Fanon, c'est bien l'idée selon laquelle il y a, dans chaque peuple et dans chaque personne humaine, quelque chose d'indomptable, de foncièrement inapprivoisable, que la domination – peu en importent les formes – ne peut ni éliminer, ni contenir, ni réprimer, du moins totalement. C'est la raison pour laquelle son œuvre fut, pour tous les opprimés, une sorte de lignite fibreuse, une arme de silex. Ce qui donne sa force

et sa puissance à la voix de Fanon, c'est ce souffle d'indestructibilité et l'injonction au soulèvement qui en est le corollaire. C'est le silo inépuisable d'humanité qu'elle abrite, et dans lequel ont appris à puiser ceux et celles qui, hier, affrontaient le colonialisme et ceux et celles qui, aujourd'hui, s'efforcent de scruter l'aube.

A lire :

Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée, Achille Mbembe, Ed. La Découverte, 2010 - Remarque: Cet ouvrage fait partie des trois titres sélectionnés par Traversées africaines "A lire en 2012.

Œuvres. Peau noire, masques blancs / L'An V de la révolution algérienne / Les damnés de la terre / Pour la révolution africaine, Frantz Fanon, Préface d'Achille Mbembé, Ed. La Découverte, 2011.

Nous relayons cet article d'Altermondes. Cet article est paru dans ALTERMONDES, décembre 2011, revue trimestrielle de solidarité internationale.

« Le printemps arabe » refuse de s’inviter en République Démocratique du Congo (RDC)

« Il y a dans toute personne humaine, quelque chose d’indomptable, de foncièrement inapprivoisable, que la domination – peu important les formes – ne peut ni éliminer, ni contenir, ni réprimer, du moins totalement » (1)

Deux bonnes années sont passées depuis que le monde arabe est venu nous replonger dans cette belle phrase du camerounais Achille Mbembe en préfaçant le livre (cité dans les références) dédié à Frantz Fanon par la fondation qui porte son nom. Ce monde, est sorti de sa torpeur par des événements auparavant difficilement imaginables : hier immobile et despotique, il s’est brusquement réveillé grâce à des peuples qui se mettaient en mouvement. Comme cela est souvent le cas, le brutal surgissement d’un événement révolutionnaire a toujours quelque chose d’énigmatique ! Là aussi, la surprise était générale. Le ton est donné dans une petite localité tunisienne, jusque là inconnue, appelée Sidi Bouzid.

Un jeune homme de 28 ans bradé de diplômes en physique, Mohamed Bouazizi, avait trouvé une façon de nourrir sa famille en gagnant un peu d’argent dans le petit commerce ambulancier des fruits et légumes. Cette activité lui permettait de vivre dignement le jour au jour, loin de la vie de l’aumône ou de la mendicité.

Le 17 décembre 2010, il joue la malchance en tombant sur des agents de l’ordre décidés de l’humilier en confisquant son outil de travail, une charrette. L’un des agents, une femme, va plus loin en le giflant et un autre lui crache sur le visage. Malgré tout, le jeune Mohamed essaie par tous les moyens de récupérer sa charrette en faisant recours à la municipalité mais rien à faire : c’est partout le mépris !

Alors, il n’en peut plus ! Il décide de mettre fin à sa vie, mais de manière inhabituelle dans sa région : il s’immole publiquement !

C'était son dernier recours pour recouvrer sa liberté et sa fierté. Mais, c'est aussi l'étincelle !

Plus rien ne sera comme avant !

Le sacrifice consenti par ce jeune tunisien donne le ton. D'abord dans son propre pays, puis dans le monde entier. C'est finalement un geste dans lequel se sont finalement reconnus tous les laissés-pour-compte de la croissance qui pullulent dans tous les coins du globe. En commençant par Sidi Bouziz, la Tunisie fait le premier pas. Des centaines des gens marchent dans l'ordre et la dignité sous les cameras du monde entier. « La révolution du Jasmin » est lancée et servira de modèle un peu partout dans les pays arabes.

Mohamed rend l'âme le 4 janvier 2011. Il est accompagné comme un chef d'Etat vers sa dernière demeure par une marée de jeunes qui jurent de mettre fin au phénomène qui a emporté leur héros. Ce phénomène n'est autre que le président Ben Ali, son entourage et son système. Ils ne résisteront d'ailleurs pas longtemps face à l'ouragan de l'histoire. Dix jours après la mort de Mohamed Bouazizi, ils sont obligés de fuir le pays et de commencer une vie d'errance. L'Egypte ne tardera pas à emboîter rapidement le pas malgré la présence d'un inamovible raïs tout puissant et cruel. Désormais, c'est l'effet boule de neige qui prend tout le monde au dépourvu ! Chaque jour, on s'amuse à tirer au sort pour savoir qui sera la prochaine victime. Après L'Egypte : ce sera le tour du Yémen ? du Bahreïn ? de la Lybie ? du Liban ? de la Jordanie ? Ou plutôt de la Syrie ? Tout compte fait, le monde arabe, cet espace dont l'image séculaire était faite d'un modèle autoritaire avec un peuple soumis au verbe du chef charismatique, avait vécu.

La surprise du début cédait la place à des analyses plus fines qui généralement aboutissaient aux conclusions suivantes :

- ♦ Au sein des pays arabes secoués par la révolution, il y a basculement des stéréotypes. Des révolutions apparemment sans leader prenaient pour cible la personne du dictateur au pouvoir qui était sommé de vite partir (de « dégager ») ;

- ◆ Dans un univers plein de désespoir pour un lendemain meilleur pour nos jeunes, ceux-ci démontraient qu'il était encore possible de mourir pour la liberté et la dignité ;
- ◆ Ces jeunes issus pour la plupart de la société urbaine ont fait un usage intelligent des outils modernes de communication pour mobiliser. Ces outils rapidement donné au mouvement son caractère de masse ;
- ◆ Cette mobilisation a été facilitée par l'état dans lequel se trouvent de nombreuses personnes dans le monde actuel : chômage de masse, précarité, violence, autant de maux devenus incontournables avec l'accentuation visible des inégalités.

A peine les arabes réussissaient à la queue leu leu leur révolution que l'onde de choc atteignait des coins insoupçonnés du reste du monde. En moins d'une année de l'évènement de Sidi Bouziz, les Etats-Unis étaient envahis par une révolution ayant des allures du déjà vu au Maghreb ! A l'automne 2011, une vive protestation née au centre de Manhattan (au cœur de la ville aux gratte-ciel de New York) est violemment réprimée par la police. En écho aux révolutions arabes mais aussi aux « indignés » espagnols rassemblés sur la Puerta del Sol à Madrid, le mouvement des jeunes s'enflamme. Là aussi, les réseaux sociaux propagent la mobilisation générale. Ces jeunes crient haut et fort à ceux qui veulent les entendre : « When injustice becomes law, resistance becomes duty » (2) (Quand l'injustice fait la loi, la résistance devient un devoir). Comme une traînée de poudre, le mouvement se propage partout. A l'occasion d'une journée mondiale des indignés, il s'organise des manifestations dans 951 villes de 82 pays. Les scènes d'occupation se multiplient de Madrid à Athènes, de Lisbonne à Paris ou Londres et dans une centaine de villes aux Etats-Unis où l'on parle désormais du mouvement « Occupy Wall street ». Très vite le Québec va se réveiller et même la Chine va vivre des soubresauts de cette mobilisation de la jeunesse du monde. Au Québec, les étudiants proclament leur envie d'étudier et non de s'endetter. Ils défient le pouvoir public en criant : « le pouvoir est moins fort que le vouloir ».

L'Afrique noire : en reste comme d'habitude!

Toutefois, l'étonnement était visible en Afrique noire. Moi-même, je n'en revenais pas ! Le Maghreb, région agitée par ces révolutions inspirait depuis longtemps une certaine admiration dans l'Afrique au Sud du Sahara. Beaucoup de nos jeunes y avaient suivi leur formation universitaire. Vers les années 1960, en débutant mes études secondaires j'avais moi-même eu des professeurs tunisiens, égyptiens et libanais, en plus des européens, au moment où il n'existait pratiquement pas d'enseignants congolais à ce niveau.

En plus, dans notre apprentissage de l'histoire révolutionnaire africaine, il y a eu parmi les grandes figures le raïs égyptien Nasser et Habib Bourguiba de la Tunisie. Et que dire du mythique « guide suprême » de la Jamahiriya Kadhafi ? Il avait galvanisé des masses dans plusieurs pays africains et avait même financé divers projets de développement à la manière des pays riches. Des témoins m'avaient rapporté qu'il n'existait pas de chômeurs en Lybie, tous les citoyens recevaient des soins de santé bénéficiaient de l'enseignement gratuits, les infrastructures de base étaient d'un très bon niveau. Quant à la Tunisie, elle présentait un modèle réussi d'une société avancée où la femme avait accompli un pas de géant dans son épanouissement. Enfin, l'Egypte semblait garder intacte son image « pharaonique » : pays légendaire à travers lequel toute l'Afrique se reconnaissait dans son histoire antique. Le professeur sénégalais Cheick Anta Diop avait mené des recherches avancées qui font encore notre fierté africaine.

Par conséquent, pourquoi c'est dans ces pays plus avancés que ceux de l'Afrique noire qu'il fallait commencer la chasse à l'homme providentiel devenant, en situation de révolte, celui par qui tout le mal arrive ? L'Afrique noire n'était-elle pas un terreau plus indiqué pour que sa jeunesse se révolte face aux injustices inacceptables et insupportables que les régimes qui se succèdent imposent à leurs populations ?

Dans cette partie du monde, la démocratie sur papier se vit de manière particulière ! Les leaders en place ont pris petit à petit pris l'habitude d'organiser des successions dynastiques : au Togo, au Gabon, en Rdc, cela a été conclu sans que le monde ne crie au scandale. Les fils ont pris les places de leurs papas, après leur mort. Ce recul avilissant dans la liberté de peuples à se choisir leurs dirigeants vient rappeler l'époque triste du dictateur haïtien Duvalier qui avait été remplacé par son fils

mieux connu sous le nom de bébé Doc. La conséquence directe d'un tel recul s'observe aujourd'hui à travers plusieurs régimes africains dans lesquels les hommes forts au pouvoir s'arrogent le droit de nommer leurs enfants à des postes importants du gouvernement ou de l'armée afin de les préparer à leur succession.

Dans beaucoup de ces pays, la question des inégalités et de l'humiliation se pose avec plus d'acuité que dans le monde arabe où les masses se sont soulevées. De même, les pouvoirs en place, dépourvus depuis longtemps de tout semblant de légitimité, sont caractérisés par leur dimension kleptocratique et oligarchique. On remarque aussi un délitement du sentiment identitaire et de la cohésion sociale qui s'en suit.

Le cas flagrant de la République Démocratique du Congo

Médusés, les jeunes congolais de Goma avec lesquels nous travaillons à Pole Institute ont suivi à distance les événements du changement dans le monde arabe. Eux-mêmes avaient déjà quelques expériences de contestation et même de révolte basées sur les frais scolaires qui grimpent, les infrastructures scolaires ou universitaires qui se détériorent, mais rarement pour des questions d'intérêt général pour la population.

Leurs manifestations ont souvent ressemblé à du feu de paille dont la flamme s'éteint au premier coup de vent ! Ils n'ont cessé de s'interroger sur comment des mouvements, apparemment sans leader et sans grande orientation politique pouvaient ébranler des régimes si solidement implantés. Ils ont tant envie d'imiter leurs contemporains du Maghreb car ils ressentent fortement un besoin de changement chez eux mais ils ne savent pas par quel bout entreprendre leur action. Une révolte couve en eux au vu de l'état dans lequel se trouve leur pays. Ils sont frustrés de voir leur pays classé dans le peloton des Etats qui pataugent dans la mauvaise gouvernance, la gabegie et la répression de citoyens. Une si belle terre, don de la nature, scandale géologique et doté d'autres nombreuses ressources naturelles qu'aucun autre pays africain ne dispose. Et paradoxalement, une population qui croupit dans une misère innommable, une insécurité quotidienne sans commune mesure. Pourtant, dans cet océan de pauvreté il existe des individus qui accumulent d'immenses richesses, et des criminels qui font la loi !

Dès lors, comment à l'exemple de jeunes de ces pays arabes, décider désormais de prendre son destin en main ? Comment sortir de sa léthargie et rêver d'un miracle congolais, celui d'un pays puissant à la mesure de moyens en son sein ? Comme dirait mon collègue, le professeur Ka Mana : « Notre destin ne peut pas se réduire à une posture d'errance et de désespérance » (3).

S'il est difficile d'emprunter cette voie de libération en RDC, il y a des embûches qu'il faut courageusement regarder.

1. La RDC : un malade qui s'ignore

En toile de fond : l'Etat ou ce qui le représente. A la base de cet Etat, une longue histoire coloniale et postcoloniale où des intérêts multiples s'entrecroisent sans jamais donner voie au chapitre à l'homme congolais. C'est le 26 février 1885 que les puissances de l'époque se retrouvent à Berlin pour se partager le continent africain. Le Congo devient un « free market », un espace réservé à la liberté du commerce dans le bassin du Congo et ses embouchures. La gestion est confiée au Roi des belges Léopold 2. Ce pays est désormais formaté. Sa forme actuelle d'Etat autoritaire où l'accumulation des ressources est fondée sur la prédation et l'extorsion qui se font dans la violence en association avec le clientélisme et la cooptation se met en place. Le système de colonisation belge ne se contente que de former d'auxiliaires coloniaux. La politique coloniale ne vise pas la naissance d'une classe d'intellectuels indigènes comme il en existe dans les autres colonies. Il y a un refus du colonisateur de voir émerger chez le congolais un sens de responsabilité. Les forces de l'ordre protègent les intérêts du pouvoir et utilisent la répression pour mater toute tentative de contestation. La faillite morale de ces forces de l'ordre se dessine aussi. En période postcoloniale, elle va s'aggraver avec le phénomène de leur clochardisation.

La RDC d'après l'indépendance souffre d'une certaine division des citoyens entre eux et cela a permis aux dictateurs de tous bords de s'ériger en réconciliateurs et générateurs de la stabilité sociale. Tout cela a érodé le sens d'un vrai et franc dialogue, de la discussion sincère et inclusive sur les questions vitales du pays et de la contestation. L'esprit critique a fait place à un bâillonnement et à un conformisme déshumanisant dans lesquels les masses se perdent.

2. Inculture politique généralisée

L'histoire retient que les Anglais, les Français et les Portugais avaient tenté d'imprimer, avec un succès relatif, une culture politique particulière dans leurs possessions dans leurs possessions outre-mer. Jean Claude Willame, spécialiste belge sur la RDC, parle de traditions de Westminster dans le premier cas, la politique d'assimilation à la France dans le second, la « lusitanité » dans le troisième. Il ajoute : « tel n'a pas été le cas dans la colonie belge administrée selon un modèle paternaliste éclairé par un pragmatisme qui excluait toute prise en compte d'idéaux politiques ». (4) Après l'indépendance, on ne fait qu'un plaquage institutionnel en construisant un Etat par mimétisme qui malheureusement ne s'accompagne pas d'une transformation de mentalités. Les populations n'ont jamais franchi le pas du passage de la mentalité tribale à la mentalité véritablement nationale et patriotique. L'hypertrophie du sentiment d'appartenance ethnique est réelle et se manifeste fortement lors des enjeux électoraux. Les résultats sont aujourd'hui patents : atrophie du sens commun, tribalisation de la scène politique, favoritisme tribal, paupérisation des masses paysannes, lutte pour la survie, etc.

Les masses populaires font montre d'une inculture politique et se font manipuler par des politiciens qui usent de la carte tribale. L'opposition, quand elle essaie d'exister, est fragmentée et perd toute crédibilité devant le pouvoir qui se montre habile en recourant au jeu de diviser pour régner.

3. Falsification du contrat social

Aujourd'hui, parler de la démocratie en RDC signifie le pouvoir qui organise à sa mesure des élections qu'il va gagner coûte que coûte. Et celles-ci se limitent au niveau du chef de l'Etat et aux parlementaires nationaux. Les élections locales qui légitimeraient le pouvoir local sont régulièrement renvoyées aux calendes grecques. Les tricheries lors des élections ne créent plus la honte et le déshonneur. Il y a un refus réel de s'humaniser, un désir de s'installer dans des mentalités rétrogrades incompatibles avec les valeurs démocratiques de justice, du respect de l'autre et de l'acceptation des urnes qui normalement légitiment une autorité dans une société pluraliste. Les populations se sentent flouées et ressentent une certaine falsification du contrat social qui devrait les

lier à l'autorité. Le pouvoir fait régner l'ordre à coup de matraque de baïonnette.

Comment dès lors penser libérer la RDC de ces chaînes qui la maintiennent comme un vaste ensemble où sont agglomérées des populations diverses partageant l'exploitation et la domination qui ont fait d'elles de simples spectateurs dans la construction de l'avenir de leur pays ? A l'exemple des pays arabes, sur quel ressort appuyer pour retrouver la voie de la dignité et de la liberté sans laquelle un peuple reste un perpétuel esclave ? Les congolais de la jeune génération ont l'obligation de faire de la politique une fonction humanisante, ils doivent apprendre à vivre ensemble. Accepter l'autre, c'est-à-dire reconnaître qu'il a son mot à dire dans la gestion de la cité comme cadre du vivre ensemble. Pour réussir, les nouveaux acteurs politiques devraient refuser de ressembler à leurs aînés d'hier qui se sont discrédités par des accumulations ostentatoires ayant détruit l'essence même de la redistribution patrimoniale.

Comme avait dit Frantz Fanon : « **La grande nuit dans laquelle nous fûmes plongés, il nous faut la secouer et en sortir** ». (5)

Jean-Pierre Lindiro Kabirigi
Février 2013.

Références

1. Achille Mbembe, *Frantz Fanon par les textes de l'époque*, éd. Les Petits matins, Paris, 2012.
2. The collection Verso (extraits), *Occupy Wall Street*, éd. Les Arènes, Paris, 2012.
3. Godefroid Kä Mana, *Changer la République Démocratique du Congo*, éd. Cipro, Bafoussam, 2012.
4. Jean-Claude Willame, *Gouvernance et pouvoir-Essai sur trois trajectoires africaines*, Cahiers africains aux éd l'Harmattan, Paris, 1994.
5. Frantz Fanon, *Œuvres*, éd. La Découverte, p. 671, cité par Achille Mbembe dans les textes de l'époque, Paris, 2011

Les trois constructions : d'une conscience – d'une alternative – d'un pouvoir à partir des révoltes

Construction d'une conscience politique collective

A l'intérieur de la culture du silence dont parle Freire, nous pouvons souligner une double contradiction qui oppose la culture des classes dominantes à la résistance idéologique des dominés, et l'action répressive du pouvoir établi à la révolte -incessante ou sporadique- qui apparaît dans les rangs des dominés.

Comme le signale Alain Badiou : « La résistance idéologique n'est jamais que l'ensemble des représentations dont la révolte a besoin pour s'unifier elle-même, fixer ses objectifs, rassembler ses énergies dans la légitimité fragmentaire d'une nouvelle conception du monde ».

En constatant chez les opprimés une capacité de révolte et de résistance qui s'exprime souvent d'une façon spontanée, nous sommes tentés de parler d'un certain instinct de classe qui permet aux opprimés d'entrevoir dans la pratique, ce qui les opprime, ce qui les empêche de devenir eux-mêmes. Les opprimés savent d'une façon certaine ce que signifie le fait d'avoir été dépossédés du fruit de leur travail, d'avoir été exclus des lieux où l'on décide de leur présence ou de leur avenir,

Cette prise de conscience s'effectue dans le contexte concret. C'est à travers leur expérience quotidienne, véritablement dramatique, qu'ils prennent conscience de leur condition. Dans ce contexte où les faits se produisent, nous nous trouvons enveloppés, 'trempés' par le réel, mais sans nécessairement nous rendre compte de la raison d'être des faits eux-mêmes, de façon critique.

Les classes populaires élaborent une perception nouvelle, une représentation propre de leur situation dans la société et dans l'histoire. Ce qui auparavant était perçu comme une donnée définitive

réapparaît dans la conscience comme une situation transformable. De même, ce qui auparavant était défini comme quelque chose d'irréalisable, acquiert souvent le caractère d'un projet viable.

La révolte s'exprime à travers le passage à l'acte lié à une certaine conscience :

- ◆ des situations et discriminations jugées insupportables, sans réelle perception d'issues possibles ;
- ◆ d'injustices flagrantes et permanentes ;
- ◆ de menaces pour notre vie et notre survie ;
- ◆ de dépossession totale d'un pouvoir ;
- ◆ toutes choses ayant été ou étant encore subies au Congo avec des fréquences et des intensités variables mais toujours fortes et préjudiciables.

Comme le dit Kā Mana : « se révolter de manière constructive, c'est avant tout prendre de la distance critique par rapport à toutes les réalités inacceptables et intolérables ; on cherche à démonter les mécanismes de ce à quoi on doit dire radicalement non et que l'on doit soumettre au crible de la conscience et de l'intelligence. Cette distance critique permet de nourrir en soi la force de l'indignation face à tout ce qui brise, écrase et détruit l'humanité de l'être humain.

Il ajoute : dans l'éducation, la subversion fécondatrice commence par un regard sans complaisance sur la réalité existante. Elle en montre le fonctionnement, en étale les mécanismes, en dévoile les failles et en révèle le sens destructeur. On le subvertit de fond en comble en donnant aux acteurs sociaux la volonté et le pouvoir de le changer grâce aux utopies concrètes.

Si on réussit à susciter cette révolte constructive dans les consciences, on peut s'attaquer de manière fertile aux manifestations de ce mal aux échelles de surface :

- ◆ L'échelle de la mauvaise gouvernance économique qui a fait de notre pays une nation de misère et de pénurie, une nation

d'inégalités effarantes, d'injustices criardes et de crimes financiers toujours impunis ;

- ◆ L'échelle de la politique d'irrationalité, de dévoiement éthique et de non- sens qui a dominé la vie de notre nation depuis notre indépendance ;
- ◆ L'échelle du chaos social d'où explosent les violences les plus inhumaines et les barbaries les plus indescriptibles ;
- ◆ L'échelle d'une culture des identités meurtrières et des irresponsabilités illimitées ».

Ce contre quoi nous nous révoltons :

«Nous Congolaises et Congolais, nous ne sommes pas condamnés à être à jamais le peuple de l'irrationalité, de l'immoralité, de l'absurdité existentielle, des contradictions désespérantes et de la désorganisation endémique.

Nous ne sommes pas condamnés à subir la loi de la misère, de la pauvreté et de l'endettement.

Nous ne sommes pas condamnés à subir à jamais le joug d'un ordre mondial impitoyable, les horreurs des guerres de prédation et les fureurs des despotismes tropicaux délirants et insignifiants.

Nous ne sommes pas condamnés à errer à jamais dans des spiritualités débiles qui nous plongent dans l'étourderie macabre d'une nation qui prie, qui chante les louanges de Dieu et braille des jérémiades sans fin pendant que le pays prend l'eau de tous côtés.

Nous ne sommes pas condamnés à croire à jamais que la reconstruction de notre pays dépend du génie des peuples étrangers auxquels nous cédon's notre sous-sol afin qu'ils nous construisent en contrepartie routes, espaces sportifs, comme si nous n'avions en nous-mêmes aucun génie créateur et organisateur pour bâtir notre nation.

Nous ne sommes pas condamnés à avoir peur des pays voisins que nous accusons de vouloir nous balkaniser au lieu de construire nous-mêmes nos forces de défense à la hauteur de notre vocation en Afrique et dans le monde... » (Kä Mana, *Changer la République Démocratique du Congo*, CIPCRE, Bafoussam, 2012).

Construction d'alternatives viables

La révolte constructrice est un changement positif des conditions socioculturelles, économiques et politiques d'un groupe, d'une communauté ou d'un peuple opprimé, aliéné, exploité et dominé.

C'est une résistance agissante qui débouche à la transformation culturelle, économique et politique d'une situation injuste, humiliante, exclusive et déshonorante en situation juste, digne, inclusive et honorable.

Le combat culturel est aujourd'hui prioritaire. Ou bien nous échouons et deviendrons alors des naufragés de la culture, victimes du capitalisme multinational et de sa rationalité marchande; ou de sa négation ethnocentrique, tout aussi aliénante. Ou bien nous réussirons à remobiliser, réactualiser, réinterpréter les valeurs de solidarité, de réciprocité, de complémentarité enfouies dans les mémoires collectives, à reconstruire leurs identités singulières et à en faire un levier pour la transformation économique, le développement accéléré des forces productrices.

Dans les sociétés démunies d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, soustraites à la logique de l'accumulation, la vie s'éprouve sans le support de l'argent et des biens au contact des autres et de la nature. Les valeurs de la vie prédominent. Les objectifs de profit et de conquête sont, par la force des choses, limités. Le sens de la vie communautaire, la solidarité entre les hommes, la joie de l'instant vécu, la dignité constituent les trésors de ces communautés. Les hommes au ventre creux qui depuis des siècles, nourrissent l'Occident de leurs matières premières et de leur travail conservent au fond de leur dénuement un trésor de symboles propres à expliquer et commander la vie : un formidable réservoir de significations en vue

de faire des choix clairs de valeurs et de se doter de repères d'humanité qui donnent sens, profondeur et idéaux aux transformations positives et aux mutations fructueuses de la société. Il faut forger une vision communautaire de ce en quoi on croit ensemble et qui constitue le fondement d'une destinée historique et sociale. La révolte constructrice ne peut être au Congo que le sursaut de la conscience éthique.

Pour réussir les révoltes constructrices, il est impératif de se doter d'hommes porteurs de valeurs, de personnalités d'ardentes passions, capables d'impulser des initiatives de transformations positives, profondes et fertiles, capables d'inventer de nouveaux mythes porteurs de vie et d'espérance nourris par tous nos espoirs.

Pour Albert Camus «La révolte naît du spectacle de la déraison, devant une condition injuste et incompréhensible. Elle crie, elle exige, elle veut que le scandale cesse.» Elle commence par la capacité de dire non aux dérives d'irrationalités qui ont fait de notre pays le pays de tous les paradoxes et de toutes les contradictions. Le pays où l'on meurt de soif au bord de l'eau, où l'on crève de misère dans une nature fertile et où l'on crie à la pauvreté à côté des montagnes d'or, de diamants, de cuivre ou de coltan. Partout où la déraison a abondé, il convient que la raison surabonde: en politique, dans la gouvernance économique, dans le chaos social où la société congolaise déraile vers des comportements d'irrationalités dégradantes.

Prendre de la distance critique, c'est entrer dans une dynamique permanente de contestation, en contestant cette société dans ses bases mêmes, dans ses logiques de fond et dans ses mécanismes de fonctionnement. Contester à ce niveau, c'est produire des contre-discours permanents face à l'air du temps, à l'esprit dominant et à l'ordre régnant.

Ce que nous construirons

«Nous sommes plutôt destinés à créer, à imposer et à faire rayonner partout dans le monde le miracle congolais. Le miracle d'un pays qui aura vaincu la fatalité du désespoir pour s'inventer un destin de

grandeur, de prospérité, de splendeur vitale et de développement au sens vrai et global du terme.

Nous sommes destinés à opérer ce miracle d'un peuple qui aura produit de nouvelles personnalités ancrées dans les plus hautes valeurs de l'homme, comme dirait Mgr Tharcisse Tshibangu Tshishiku. Le miracle d'un peuple qui aura compris, pour reprendre encore une belle expression de Camus, que « la vraie générosité envers l'avenir consiste à tout donner au présent ». A miser son destin sur la lutte contre tous les vents contraires et toutes les forces de destruction ici et maintenant.

Nous voulons mettre notre capacité d'organisation, notre puissance de foi et nos énergies d'espérance pour une révolution de longue haleine en vue de bâtir la nouvelle destinée du Congo.

Nous forgerons la mentalité de la génération du concret et des utopies agissantes autant dans le champ de l'intelligence, de l'éthique et de la spiritualité que dans les domaines politique, économique, social, culturel et religieux.... ». (Kä Mana, *Changer la République Démocratique du Congo*, CIPCRE, Bafoussam, 2012).

Construction d'un pouvoir citoyen populaire

La révolte initiale doit pouvoir s'insérer dans une organisation et construire sa capacité revendicative, se transformer en groupe de pression et exercer une influence. Le passage de la revendication à la pression politique requiert l'établissement d'alliances et une ouverture du système politique.

Pour Antonio Gramsci, il n'y a pas de prise de pouvoir politique sans prise préalable du pouvoir culturel. La libération économique, politique, militaire d'un peuple du tiers-monde, la renaissance de son identité culturelle singulière ne peuvent se concrétiser que par la rupture radicale avec la culture allogène dominante. Ou bien un peuple du tiers-monde réussit à conserver, ressusciter, réinterpréter, transformer sa culture ancestrale autochtone, ou bien il disparaît comme sujet autonome de l'histoire.

La notion de pouvoir, centrale dans tout processus de mobilisation collective, est l'affirmation d'une volonté, par les couches sociales marginalisées, de prendre en charge par elles-mêmes leur destin. Une clarification des pouvoirs existants et potentiels s'avère donc nécessaire dans le développement des actions collectives. Par rapport à l'environnement social, il s'agit de :

- ♦ prendre conscience d'exercer un pouvoir potentiel et réel (conscientisation),
- ♦ utiliser les pouvoirs dont on dispose (organisation),
- ♦ contribuer à ce que soient restitués les pouvoirs dont on s'estime dépossédé et conquérir plus de pouvoir collectif et social (mobilisation).

La mobilisation comme démarche collective orientée vers la prise en charge par une population de ses besoins et aspirations, de ses problèmes et intérêts, met donc en jeu un ensemble de rapports de pouvoirs : utilisation du pouvoir, exercice et partage des responsabilités, participation aux décisions et prise de décision à un niveau collectif.

Saul Alinsky fonde sa démarche sur l'organisation d'un pouvoir de masse. Elle consiste à permettre aux déshérités de créer des organisations populaires et de mettre en œuvre des mouvements capables d'exercer une pression, de manifester un pouvoir.

Pour les déshérités, le point de départ du changement est lorsque le découragement, la résignation et le sentiment d'impuissance sont éprouvés à tel point que le présent ne peut plus être accepté tel qu'il est, qu'il n'y a rien à perdre à miser sur l'avenir.

Nous devons créer et organiser des mouvements communautaires de pression pour des changements irréversibles.

Il s'agit, de construire de nouvelles logiques d'organisation citoyenne autour des capacités créatives et des prises de responsabilité de chaque citoyen. Il faut bâtir une démocratie communautaire à base d'instances pour un vivre ensemble créatif et un agir ensemble de

solidarités inventives produisant des solutions vitales aux problèmes vitaux.

C'est le vrai défi d'un Congo à la hauteur de son véritable potentiel de démocratie et de développement en conjuguant les puissances créatrices des populations, en libérant de vraies énergies d'espérance et en les investissant sur des personnes et des collectifs capables d'en porter la responsabilité.

Michel Séguier

Janvier 2013

Ingrédients pour une stratégie de révoltes constructrices

Ces ingrédients ont été distillés par les facilitateurs à partir des apports des Bustaniens dans les différentes sessions de travail depuis 2010.

1. Partir du champ d'expérience et des potentialités des acteurs

L'habitude des luttes quotidiennes endurecit et permet d'affronter le conflit sans trop d'états d'âme. Dans des conditions de survie, comme celle de la majorité des Congolais, l'énergie développée atteint une puissance insoupçonnée. Prendre appui sur ces capacités de réaction, ces révoltes sporadiques, le fort potentiel de mobilisation des énergies, permet d'inverser les comportements de fatalisme ou de résignation.

Le sens du concret par la recherche constante de réponse aux besoins primaires développe l'ingéniosité pour trouver des solutions. La capacité d'adaptation - le sens de la ruse, de la combine telles les femmes « gagne-petit » de Goma refusant de vendre au marché pour éviter les tracasseries fiscales prennent appui sur la nécessité de gérer l'instant par des actions concrètes immédiates.

La résistance par l'imaginaire manifeste l'insatisfaction et la frustration devant les possédants de biens, de savoirs et de pouvoirs. On se base sur l'expression des désirs, la puissance des intérêts, la force des aspirations comme l'ont fait les jeunes de Goma avec leur « mouvement, sans nom, militant ». Le jeune est moins intégré dans le système. Il a la vitalité, la créativité, et la disponibilité temporelle à long terme. Son jugement de la situation est autre. Il constate, juge et ne se culpabilise pas comme ses ascendants. Pour que le jeune soit fort, la rage qu'il détient contre les injustices et les oppressions doit être partagée.

L'autodéfense culturelle par l'emploi de thèmes mythiques à fort impact symbolique permet d'affirmer son identité et de rompre la culture du silence. Par son courage prophétique, la jeunesse commence à oser défier la peur, la violence et les intimidations, à dire non aux politiques machiavéliques, à refuser de demeurer les otages d'une classe politique défailante.

La soif de dignité, l'exigence de respect de soi et des siens, comme manifestée par les femmes du Bas-Congo refusant de céder leur place et leur siège à la gent masculine, correspondent au besoin fondamental de reconnaissance. Ce potentiel de fierté et d'honneur sera entretenu pour apprendre à gérer la capacité à faire valoir ses droits et à ne pas se dévaloriser de manière culpabilisante.

Les solidarités internes s'exercent spontanément à travers échanges matériels et affectifs quotidiens. On prendra appui sur les habitudes d'entraide, les capacités de partage naturelles, ces expériences d'épargne volontaire en groupes surtout féminins pour développer les organisations collectives, les auto-prises en charge, les mouvements. Les jeunes nous disent : « nous proposons des solutions, même radicales mais efficaces. Cessons de nous apitoyer sur notre sort ou de nous plaindre ; nous prendrons les choses en main, tout simplement. »

2. A partir de notre pouvoir et légitimité, par des moyens démocratiques

Le pouvoir correspond à la force qui pousse à agir et motive dans l'action.

L'exercice d'un pouvoir collectif, afin d'obtenir plus de reconnaissance sociale. Se manifeste par l'établissement du rapport de forces nécessaire à la poursuite de résultats négociés. Mais il faut prendre en compte d'une part que le pouvoir est celui que l'adversaire nous attribue et pas seulement celui que l'on a et d'autre part que la menace, par ce qu'elle représente, effraie davantage que l'action elle-même.

C'est notre capacité de mobilisation et de réseautage, capacité d'organiser et de tenir un dialogue multi acteurs. La coordination provinciale de la société civile du Bas Congo est reconnue et acceptée dans la négociation avec le pouvoir, reconnue comme cellule opérationnelle au sein du Bureau par la base et les gouvernants.

Le contrat social tacite, le pacte informel pour l'information scellé avec le public, auditeurs et lecteurs de nos radios et de nos journaux, est une force, un pouvoir de dissuasion basé sur l'adhésion populaire aux causes que nous défendons.

Notre légitimité pourrait s'appuyer sur la loi qui régit les associations et sur le droit constitutionnel de tout citoyen d'appartenir ou adhérer à une association de son choix.

Mais la législation de notre pays n'est pas respectée par les pouvoirs en place, notamment le droit à la manifestation, à la protestation et à la grève ; les autorités mettant tout en œuvre pour empêcher l'exercice de ces droits.

La justice et les libertés sont de plus en plus dévalorisées. La justice n'est faite que quand aucun chef n'y perd, les libertés ne sont accordées que si elles ne nuisent pas aux chefs. Cette ruse, cette rouerie des chefs est en plein essor. Elles transforment tous les partenaires en complices pour les intérêts d'un petit nombre. Notre vision est de ne pas être des complices ; nous voulons être des personnes dignes vivant dans une société où règne la justice sociale.

Cela pourrait se traduire par un travail intensif et profond avec le Barza communautaire, la mise sur pied de Comités Locaux de Gouvernance Participative ou d'un collectif d'ONG intéressées et engagées dans les questions de ressources naturelles en tant que force vive de la Société civile. Cela devrait prendre la forme de production de memoranda, des Recherches Actions Participatives impliquant la population, de forums, de débats, de manifestations publiques, de marches pacifiques et de sit-in...

3. Saisir les opportunités en créant évènements et actions significatifs

Utiliser à son profit tous les évènements du moment. Dans le programme sur l'appui à la gouvernance locale les opportunités à saisir sont multiples : les activités liées au cinquantenaire, la clôture et l'ouverture de l'année académique, les visites et conférences de presse des autorités, les journées internationales, les colloques de la société civile, les assemblées générales des associations de la presse.

C'est dans ce sens qu'il faut utiliser les espaces d'initiative et de liberté, les possibilités d'inventer, d'adapter les dispositifs et propositions institutionnels, une interface viable entre les communautés concernées et le secteur public, des cadres de concertation. Le travail bien fait : neutralité, objectivité, programmation de proximité crée des insomnies à quelques politiciens.

Instaurer des lieux qui soient pour la population des espaces-repères d'écoute, de reconnaissance, de réalisation, de co-formation.

Nous restons convaincus que la liberté d'expression peut apporter quelque chose au changement en RDC. Nous devons faire quelque chose, nous n'avons pas peur : si nous ne faisons rien, nous allons disparaître ; si nous agissons, nous pouvons aussi disparaître, donc c'est mieux de disparaître après avoir fait quelque chose.

En ce sens l'action des jeunes de Goma utilisant la date symbolique du 1^{er} Mai, s'avère présenter toutes les caractéristiques d'une action significative remarquable :

- ◆ faisant éclater au grand jour les tensions sociales « taux de chômage en RDC : 1984 :8% - 2006 : 96 % - 2015 : ?
- ◆ à partir d'un groupe-moteur de jeunes cooptés, conscientisés et engagés.
- ◆ faisant émerger des intérêts communs de toute la jeunesse sans travail et sans avenir.
- ◆ faisant tomber des tabous et s'affranchissant d'interdits de manifester, de s'exprimer, de penser ...

- ◆ proposant des alternatives aux cartes de chômeur, aux petits emplois...
- ◆ créant une situation nouvelle non totalement récupérable : les jeunes n'ont plus peur, le mythe de se sentir incapable est tombé...
- ◆ inventé et concrétisé par tous les acteurs protagonistes, chacun est reconnu comme indispensable
- ◆ attirant les adultes comme partenaires et alliés en réseau solidaire
- ◆ Pour eux mobiliser dans une perspective de conscientisation, c'est transformer la réalité subie quotidiennement en évènements porteurs de changement

4. Trouvant un plaisir partagé dans l'engagement et l'action

Une tactique n'est appropriée et efficace que si les gens ont du plaisir à la mettre en œuvre. Il est préférable de s'abstenir si l'on ressent trop d'hésitations et de doutes.

Le plaisir est dans l'aventure commune, le partage du destin et des risques : intérêt commun de participer à la construction de la paix et pour un avenir meilleur ; le fait de s'engager pour la cause des sans voix afin de contribuer à un changement positif de leur situation et de leurs conditions de vie, accompagner les opprimés dans leur misère pour sortir d'état de sous-hommes.

Risquer ensemble. C'est la joie de faire ensemble ce qu'on ne pourra jamais faire seul. Apprendre dans les échecs et les réussites du groupe. En accomplissant des actions ensemble, on apprend à se connaître, à s'estimer, à s'aimer.

Comprendre les identités, les connaître et continuer à avoir confiance envers l'autre serait la base de la valorisation de nos cultures.

Le plaisir est dans la compréhension de la valeur cachée de ce que l'on fait, de notre engagement. Fierté d'exercer librement, de s'exprimer librement sur toutes les questions, sans être réprimé ou

tué. Fierté de rendre service à la communauté, de trouver ensemble des solutions.

Cette nuit-là certains jeunes ont découvert un nouveau monde. Un monde nocturne et noir où la volonté de ne pas avoir peur était une affaire collective. Le mythe de se sentir incapable est tombé. La fierté du jeune capable de penser et de réaliser son rêve. La magie de la non-violence a fonctionné.

Le plaisir est dans la chance, le plus que constitue l'appartenance à un groupe, un collectif, un réseau militant comme une aventure de promotion collective et une formation à l'engagement social et politique, permettant de devenir à la fois acteur et auteur collectif de son histoire et de l'histoire, de sa culture et de la culture.

5. Renouvelant les stratégies et ajustant les tactiques

Inscrire l'action dans une dynamique, dans une maturation lente, un long temps de mise en mouvement qui prévoit les essoufflements et les stagnations.

L'élaboration démocratique d'une stratégie implique l'ensemble des acteurs ; ensemble nous clarifions :

- ◆ notre utopie créatrice, notre projet de société, notre vision du monde et de l'Homme qui nous poussent à l'action, la fondent et la dynamisent,
- ◆ notre but et notre visée, les intérêts communs que nous voulons atteindre et les alternatives recherchées : « nous attendons la paix, nous voulons des solutions et non pas des demi-mesures ou des excuses » nos lignes d'action et options opératoires : résistances, dénonciations, pressions conscientisation, mobilisation, organisation nos priorités où chacun propose les actions qu'il pense plus importantes ou plus urgentes : « faites vite, nous voulons regagner nos villages et nos territoires car nos champs nous attendent » nos objectifs à court terme, les chiffrer et fixer les indicateurs de réussite.

Des démarches qui partent d'objectifs simples, concrets, personnels et à court terme ouvrent la voie vers des objectifs plus complexes, abstraits, collectifs et à long terme.

Un éveil de la conscience, une veille citoyenne est en train d'émerger et de se raffermir parmi les jeunes congolais et pas n'importe lesquels, des jeunes instruits.

Les acteurs sont uniquement des jeunes. Les partenaires (individus, institutions) qui appuient l'idée sont des alliés ; ils peuvent participer physiquement (présence) moralement (conseil), matériellement (argent, outils de travail) mais ce sont les jeunes qui discutent, définissent et décident l'action.

On se bat où c'est possible : actions courtes et moyens diversifiés pour éviter l'échec ;

A chaque action de provocation (répression) correspondra bien sûr une réaction.

« Nous avons maintenant une nouvelle devise : si une personne est arrêtée, allons remplir nos prisons. Si on arrête un des nôtres, qu'ils nous arrêtent tous ». Et chaque réaction sera plus structurée, plus précise et plus musclée pour que le provocateur (prédateur) comprenne que l'on ne se laissera plus faire, qu'on ne cédera pas au chantage. Cela étant, on n'attendra pas seulement qu'il y ait provocation. La conscientisation sera permanente, avec les luttes contre les fragmentations, pour les dynamiques d'auto-prise en charge et de fédération autour d'intérêts communs ainsi que des montages de plaidoyers à temps et à contretemps.

La révolte constructrice, une autre manière de vivre la vraie liberté.

Trois actions au Bas-Congo

1. Introduction

La révolte constructrice est un concept dynamique qui peut se comprendre plus à travers des actions menées que de définitions théoriques qui risquent d'être creuses et stériles. Toutefois ce concept cher au BUSTANI nécessite une certaine vulgarisation pour servir comme instrument de combat social à d'autres acteurs culturels, économiques et politiques qui peuvent s'inspirer de cette création de notre jardin de changement.

Pour mieux cerner notre entendement sur la révolte constructrice, nous vous proposons à travers cet article quelques actions menées dans notre chantier montrant comment naît une révolte constructrice selon les situations et les circonstances vécues par le peuple opprimé et comment on peut l'accompagner

2. Qu'appelle-t-on révolte constructrice ?

La révolte constructrice est un engagement ferme que prend un groupe, une communauté ou une société à vivre autrement la vie par rapport à l'atrocité de la misère dont ils sont victimes, c'est-à-dire rompre avec la culture du silence et mener **des actions de plaidoyer** en amont et en aval, auprès **des populations et des gouvernants** pour une réelle transformation sociale et un changement positif de la société.

C'est une expression d'indignation face aux frustrations, aux humiliations, aux privations, aux exclusions et marginalisations dont est victime un peuple opprimé.

La révolte constructrice est aussi **une attitude, un état d'esprit** qui nous oblige à **briser les liens de la manipulation, à dépasser la peur, à lutter contre l'aliénation, l'exploitation et la domination.**

C'est un exode qui consiste à passer de la torpeur à la bravoure, de la résignation à la détermination, du pessimisme à l'optimisme, du désespoir à l'espoir et de l'utopie à la réalité. Comme le disait Victor Hugo « l'utopie, c'est la vérité de demain », et Alphonse de Lamartine de renchérir, « les utopies ne sont que des vérités prématurées ». La révolte constructrice est un accompagnement graduel des sans voix là où nous sommes pour sortir de l'amorphisme qui nous tue à petit feu.

La révolte constructrice bien que non-violente doit être **un combat âpre pour absolument aboutir aux biens communs envisagés et atteindre la dignité humaine, rêve sublime de notre lutte victorieuse car avec la solidarité, l'altruisme, la coopération et le souci constant du bonheur partagé, nous atteindrons « la terre promise ».**

Notre groupe moteur définit la révolte constructrice après appropriation de ce concept comme « un changement au sens normal, rompre la culture du silence et être sensible à son propre malheur, faire le plaidoyer en amont et en aval, passer aux actions concrètes en s'engageant dans un combat âpre pour absolument aboutir aux biens communs. »

3. Construction d'un groupe moteur

Notre instrument pour ce combat social est la création d'un groupe moteur depuis décembre 2011. Notre groupe moteur se veut une ligue des personnes ayant un idéal commun à savoir **la restauration de la dignité humaine** dans la vie de la congolaise et du congolais. Il est aussi un groupe de **conscientisation, de mobilisation et voire de sensibilisation** en vue de rendre les populations conscientes de notre situation d'opprimés, de laissés pour compte et de misérables, en les aidant à prendre conscience de leurs capacités, leurs compétences et leurs potentialités qu'elles semblent ignorer et minimiser.

Nous travaillons avec un groupe moteur de onze personnes très motivées et engagées à agir ensemble, composé d'un médecin, une infirmière, un journaliste, un ingénieur, une avocate, deux syndi-

calistes, deux enseignants et deux activistes des droits humains. Parmi ces onze, il y a cinq femmes et six hommes, en tranche d'âge, nous avons dans ce groupe au moins trois jeunes.

Nous fonctionnons toutes et tous comme acteurs de terrain à travers les trois thématiques qui constituent notre chantier à savoir **l'emploi, la santé et l'éducation**. Nous observons les situations choquantes dans ces domaines, nous analysons ces situations en décelant les causes qui font que les situations soient scabreuses, et lors de nos réunions, nous faisons une mise en commun et ensemble nous proposons les actions à mener en termes de plaidoyers.

Nous travaillons de manière à susciter un élan d'agissement aux populations pour qu'elles deviennent **actives ensemble pour s'attaquer aux différents fléaux sociaux qui rongent notre société et se transforment en une population plus active et attentive au social qui ruine au jour le jour notre pays**.

Notre groupe moteur se veut **un groupe de pression auprès des gouvernants** pour toucher leurs consciences et les rendre plus attentifs aux problèmes sociaux qui font croupir la population dans une misère effroyable.

4. Trois situations de révolte constructrice dans le Bas- Congo

4.1. Cas des enseignants paupérisés du Bas-Congo.

Les enseignants du Bas-Congo s'étaient sentis indignés sur les deux poids et deux mesures vécus dans le barème, les enseignants de Kinshasa et de Lubumbashi avaient un autre barème par rapport au reste des enseignants de la République. A côté de cela, ces deux villes ont toujours été payées à temps par rapport aux autres enseignants de la République. Nous avons constitué un noyau de leaders syndicaux après conscientisation, ce noyau a tenu une assemblée générale des enseignants de la ville de Matadi, et l'assemblée générale a décidé qu'une délégation puisse monter à Kinshasa voir le ministre de tutelle et le Président de l'Assemblée Nationale. Accompagnant la révolte, l'Assemblée générale à laquelle

nous avons assisté a décidé que nous devrions cotiser et envoyer avec nos moyens dérisoires la délégation à Kinshasa pourvu que nous soyons entendus et que nous ayons gain de cause.

La délégation montée à Kinshasa a été reçue par le Secrétaire général de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel, ensuite par le ministre de l'EPSP et a déposé son mémorandum au bureau de l'Assemblée Nationale. Au cours de la même session le Parlement a voté l'uniformisation des barèmes. La révolte constructrice, c'était l'engagement pris et respecté de cotiser pour faire voyager la délégation, le fait d'avoir dénoncé les deux poids et deux mesures et ensuite d'avoir obtenu gain de cause au Parlement.

4.2. Cas de la résistance des femmes en proie aux humiliations culturelles

Dans la dynamique de la révolte constructrice, la résistance est une valeur cardinale. Quand nous sommes offensés et humiliés et que notre dignité est mise en cause, nous devons nous indigner et entrer en résistance. Parce que la dignité n'a pas de prix comme le dépeignent certains grands esprits tels que J. Lacroix, J. Rostand et E. Kant pour ne citer que ceux-là.

En effet, Lacroix pense « qu'il ne faut pas confondre prix et dignité. Une chose a du prix quand elle peut être remplacée par une autre équivalente. Mais ce qui n'a pas d'équivalent et partant est au-dessus de tout prix, et a une dignité. Les personnes seules ont une dignité ou valeur, les choses n'ont qu'un prix. En d'autres termes la notion de dignité ou de valeur a référence à celle de liberté et l'on pourrait dire que dignité et valeur refondent sur la liberté ».¹

Il faudra donc comprendre le refus des femmes dont nous voulons partager l'expérience ayant abouti à une révolte constructrice dans le sens de sauver leur dignité. L'association culturelle des ressortissants du secteur de MONGO-LUALA, « AREMOL » a connu un bras de fer entre les femmes et les notables locaux. C'était au cours d'une

¹ BONANA NSEKA, dans « l'action de KIMPA VITA comme une prise de conscience de la dignité de l'Homme MUKONGO », in Les Mouvements de Résistance Kongo à l'Evangelisation du 16^e siècle à nos jours, Actes du 2^e colloque de MAYIDI du 8-14 mai 1983, éd ; ST PAUL, MAYIDI 1992, p. 39.

cérémonie funèbre, les femmes étaient assises premières sur des chaises dont le protocole estimait qu'elles devraient être réservées aux notables de l'association. Lorsque les notables sont arrivés, les femmes étaient sommées de se lever et de céder les chaises à la notabilité du secteur toute composée d'hommes. A côté de ces femmes étaient assis des hommes plus jeunes que bon nombre de ces femmes. Ces femmes se sont indignées et n'ont pas compris pourquoi seulement elles devraient laisser leur place aux notables.

Les femmes ont refusé de libérer les chaises et ont dit aux hommes qu'elles étaient premières occupantes et de ce fait, elles ne voyaient aucune raison de se lever pour laisser les chaises aux notables d'autant plus qu'il y avait des hommes aussi assis tranquillement sur les chaises et qui n'étaient pas dérangés. La notabilité voulait rentrer pour tenter d'intimider ces femmes mais celles-ci ont résisté à ces violences psychologiques malgré toutes les paroles de menaces proférées à leur endroit. D'autres chaises ont été rapidement louées pour éviter l'éclatement du conflit et l'opprobre au secteur. Mais sachant aussi qu'elles sont plus contributives et nombreuses démographiquement au sein de l'association, il fallait éviter une crise qui risquait de diminuer sensiblement la force de l'association.

Après les obsèques, une réunion urgente du comité était convoquée. Une décision y a été prise d'acheter des chaises propres à l'association au lieu de continuer avec le système de location. L'opération a été aussitôt lancée et chaque membre du comité de soutien s'est engagé à acheter autant de chaises et le problème a été en grande partie résolu.

La révolte constructrice pour ce cas précis réside dans la résistance des femmes à sacrifier leur dignité et subir l'humiliation perpétuelle causée par nos constructions culturelles et sociales à leur égard.

La femme est victime d'un impérialisme culturel. Elle doit développer une vision claire et un message fédérateur pouvant électriser la conscience populaire pour résoudre la question de son rejet perpétuel un peu partout dans nos sociétés. Elle doit tenir à sa dignité et développer la culture de la résistance.

Il y a eu effectivement une révolte constructrice parce que dans notre société la femme n'a rien à dire en principe devant de telles situations. Elles devraient se lever religieusement et laisser les chaises aux hommes, surtout les notables de l'association. Libérer la parole, mieux s'auto-libérer l'expression est une révolte et la vie de l'association s'est vue augmenter son patrimoine grâce à un acte réfléchi posé par les femmes.

Il y a donc lieu de se perfectionner librement ensemble avec l'homme et non accompagnées par l'homme. La dignité de la femme s'épanouira quand les décisions qui la concernent se trouveront entre ses propres mains. Se laisser perfectionner par l'homme met la femme dans une situation de subordination, de réduction de sa personnalité et de sa dignité.

La révolte constructrice doit radicalement transformer nos relations culturelles, économiques et politiques, il s'agit par exemple de favoriser l'autonomie plutôt que la soumission, l'esprit critique plutôt que la discipline, la coopération plutôt que la compétition, la solidarité plutôt que la rivalité et l'altruisme plutôt que l'individualisme. Comprendre l'indispensabilité de deux sexes à coopérer au lieu d'encourager toujours la compétition, de favoriser la parité là où les conditions de compétence, de qualité et de crédibilité sont réunies pour les deux sexes.

4.3. Du non accès à l'emploi des jeunes au Bas-Congo

Le Bas-Congo est la province la plus proche de Kinshasa. Elle subit journalièrement les influences de Kinshasa. Les jeunes qui sont nés dans le Bas-Congo sont très marginalisés en termes d'accès à l'emploi parce que la province subit le poids des recommandations des faucons du régime pour donner du travail aux leurs avec le népotisme qui a élu domicile dans la politique des gouvernances de nos pays. Ces recommandés se sentent plus à l'aise de descendre dans le Bas-Congo que d'aller ailleurs car après cinq heures de route, ils sont déjà à Matadi. La politisation à outrance de l'administration et

des entreprises étatiques et para- étatiques demeure un écueil très sérieux dans la politique d'embauche de notre pays.

La province du Bas-Congo a la volonté d'exceller à la méritocratie mais elle est bloquée avec l'immixtion de Kinshasa dans la gestion de la chose publique en Province. Lorsqu'une entreprise veut engager, elle organise le concours sous la direction des firmes qualifiées dans le domaine d'embauche mais après s'en suit une série des recommandations bafouant ainsi le résultat du concours organisé.

Plus rien n'est secret pour personne : dans la province du Bas-Congo, le chômage est devenu la règle et le travail l'exception. L'impact négatif que cela provoque est la clochardisation de la jeunesse, l'augmentation des vols nocturnes et des assassinats, la pléthore d'écuries de fumeurs de chanvre. Il y a une augmentation sensible des points chauds dans les villes et les grands centres de la province.

Les causes majeures qui augmentent ce chômage sont : l'absence d'une politique objective de recrutement, d'engagement et de promotion dans les institutions publiques, les entreprises étatiques et para- étatiques. L'imposition de personnes à recruter, à engager et à promouvoir par les chefs de Kinshasa et l'absence d'une politique efficace d'encadrement des jeunes sans emploi.

Depuis un semestre révolu, nous avons amorcé une série des plaidoyers auprès des ministres du gouvernement central pour proposer notamment les solutions suivantes :

- ◆ Prioriser les compétences locales en cas d'embauche et décourager les recommandations de Kinshasa.
- ◆ Dépolitiser l'administration publique, les entreprises étatiques et para- étatiques et engager les travailleurs par méritocratie et non par militantisme.

Multiplier les dialogues sociaux et les forums citoyens avec les jeunes et les femmes Occuper la jeunesse en créant de petits emplois par exemple la voirie, le cantonnage manuel, la pêche artisanale modernisée.

Concrètement pour la création d'emplois, le gouvernement provincial s'est engagé à rabattre les salaires du gouverneur et des ministres en vue de maximiser les recettes dans un compte spécifique pour l'assainissement des villes et centres de la province avec comme priorité l'embauche des compétences locales. Les dernières ouvertures de recrutement dans la province ont effectivement priorisé la jeunesse de la province car pendant la campagne les jeunes n'avaient cessé de menacer les gouvernants de leur vote sanction.

5. Mobilisation pour la libération

La mobilisation ici consiste à **susciter un élan des populations** pour devenir actives ensemble pour s'attaquer à un fléau social ou à un problème qui touche la communauté. **La réalisation doit se faire avec toutes les parties impliquées dans le processus.**

Les actions réussies doivent s'exécuter en synergie avec tous les acteurs concernés. C'est aussi le fait d'accompagner le peuple à découvrir ses potentialités, les convertir en ressources en vue d'agir ensemble pour le changement de notre destinée commune.

Si nous comprenons la mobilisation dans ce sens, nous pouvons donc l'extrapoler pour nos cas sous examen dans ce sens :

Pour le cas des enseignants du Bas-Congo, si la révolte a abouti jusqu'à réussir le voyage des émissaires envoyés à Kinshasa, c'est à cause de l'auto-prise en charge par les enseignants et certains leaders des organisations de la société civile qui étaient acquis à la cause. Les enseignants, les comités syndicaux et les organisations de la société civile ont rédigé un mémorandum convaincant : les autorités politiques provinciales, après plusieurs concertations, ont compris la quintessence de ce combat social ; la presse n'est pas restée en marge, elle était largement impliquée en diffusant les dépêches y afférentes.

Pour la résistance des femmes humiliées, il y a eu dès le déclenchement de la révolte des hommes libérés qui ont appuyé leur réaction pertinente. Elles ont tenu jusqu'à la fin parce qu'elles ont eu

l'appui moral et psychologique de certains leaders de l'association. Lorsque le comité a siégé, un camp voulait y revenir pour condamner fermement cette résistance qualifiée de crime de lèse majesté par les hommes fondamentalistes et conservateurs mais la partie des hommes libérés est montée avec force au créneau pour encourager et légitimer l'audace de ces femmes qualifiées de déviantes. La solution idoine d'acheter les chaises appartenant à l'association culturelle est sortie du résultat de ce débat houleux qui à notre avis le fruit de la révolte constructrice faite par ces femmes libérées.

Enfin, le discours mobilisateur de la jeunesse surtout de la société civile mais aussi de l'opposition a pesé sur les votes sanctions qui ont eu lieu dans le Bas-Congo, la quasi-totalité de la jeunesse est en chômage, il fallait pour eux que ça change pour voir de quoi l'autre camp serait capable en termes de création d'emploi. Bien que leur objectif ne fût pas atteint le message est passé à l'oreille du pouvoir qui réajuste son tir petit à petit à ce sujet.

6. Plaidoyers menés en faveur du peuple

6.1. En faveur des enseignants paupérisés

En ce qui concerne la paupérisation des enseignants, il y a eu des mouvements de grève suivis, des concertations avec la mairie de la ville de Matadi, le gouvernorat, le secrétaire général de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel, le ministre de tutelle et le mémorandum déposé au Parlement. Aujourd'hui grâce à ce plaidoyer, les enseignants de tout le pays sont payés régulièrement et à temps. Le salaire était uniformisé à part la différence sur le transport qui persiste pour les deux villes de Kinshasa et de Lubumbashi.

6.2. En faveur des femmes humiliées

Pour les femmes humiliées, nous avons plus menés une action d'éveil de conscience en persuadant les hommes fondamentalistes et relativement imbibés d'un conservatisme viscéral que l'acte posé par les femmes était normal et légitime. Ce n'était pas un plaidoyer

comme tel. Elles sont plus nombreuses dans l'association, elles contribuent même économiquement et socialement parce que la vie de l'association est presque entre leurs mains. En quoi donc n'avaient-elles pas qualité de s'asseoir comme les hommes sur les chaises ?

6.3. En faveur de la jeunesse désœuvrée

Pour l'emploi des jeunes, nous continuons le combat car l'action est dynamique. Nous avons déjà mené nos plaidoyers auprès des ministres de l'intérieur, décentralisation et affaires coutumières, aussi auprès du ministre des Finances, petites, moyennes entreprises et commerce extérieur. C'est, entre autres, ce plaidoyer qui a renforcé la création des services à la voirie urbaine pour occuper les jeunes et l'ouverture au gouvernorat d'un compte ad hoc pour payer les jeunes de ce service sans oublier la décision courageuse du gouvernement provincial de rabattre leurs salaires.

7. Conscientisation et responsabilisation.

Nous avons réussi à mobiliser, à conscientiser et responsabiliser chaque acteur concerné en lui faisant découvrir l'intérêt de l'action. Quand les enseignants ont compris qu'il était possible d'être entendu et que la possibilité d'uniformiser les barèmes était envisageable, et qu'être payés à temps était bien négociable, ils ont pris l'engagement de grever, de cotiser pour la délégation, de continuer les plaidoyers, et les dénonciations de leurs situations à travers les médias.

Pour les femmes dès lors que la plus audacieuse a défié le premier notable en refusant de se lever, consciente qu'il y avait des jeunes garçons et des hommes moins âgés qu'elles qui pouvaient céder les places, toutes les autres ont suivi ; l'intérêt commun était la sauvegarde de la dignité et le refus de l'opprobre. Les valeurs de dignité, de solidarité et de coopération ont influencé cette action qui était minimisée au départ mais qui aboutit à l'achat des chaises pour augmenter la capacité d'accueil et mettre chacune et chacun dans ses droits.

Il nous faut toutefois après cette action, accompagner les femmes à plus structurer leur organisation interne au sein de la société. Il existe une branche féminine parmi les organes de l'Association mais il faudra une représentation significative des femmes au comité directeur de l'association.

Elles doivent être dans la sphère de prise de décisions comme le rôle cardinal que jouait la reine-mère dans le Royaume Kongo. Elle était la dernière à être consultée par le roi après les différents avis des sages de la cour royale. Pourquoi même les associations culturelles ne peuvent-elles pas pérenniser ces acquis Kongo ?

Pour les jeunes la conscience de l'intérêt commun a fait réussir leurs actions d'avoir le travail après les élections. Pour les gouvernants ayant tiré les leçons sur les expériences du passé, nous les avons conscientisé de passer à la praxis dans le domaine de la création d'emplois même moins rémunérateurs au départ. Les jeunes s'étaient approprié le problème des élections avec une vigilance tous azimuts et cette approche a payé.

Nous pensons structurer les jeunes en noyau pouvant jouer le rôle de déclencheur d'actions mobilisatrices pour changer la situation des jeunes. Un groupe des jeunes visionnaires et pragmatiques fera avancer notre combat social sur les attentes de la jeunesse. La jeunesse doit persévérer car le changement positif est souvent un long processus qui finit toujours par donner des résultats merveilleux en termes de bien-être culturel, économique et politique.

8. La révolte constructrice dans le Bas-Congo : possibilité et impossibilité

Il y a des possibilités qui peuvent faire réussir la révolte constructrice dans le Bas-Congo. Les opportunités comme la disponibilité des ministres à nous recevoir, la possibilité d'acceptation du changement culturel, économique et politique, l'ouverture d'esprit des gouvernés et gouvernants à un certain niveau, sont des atouts majeurs qui peuvent faire avancer la dynamique révolte constructrice sans oublier la construction relativement facile des alliances entre organisations

de la société civile et , entre confessions religieuses. Nous travaillons par exemple en synergie entre les commissions Justice-Paix Catholique et Kimbanguiste avec la commission Provincial Justice-Paix-Sauvegarde de la Création de l'Eglise Protestante du Bas-Congo.

Les difficultés n'apparaissent pas visiblement à la surface mais le peuple Kongo sait vivre avec les frustrations et les conflits. Il n'exprime pas très clairement d'emblée ses positions, tout se lit souvent au niveau des attitudes et des comportements. La parole lui semble trop sacrée pour se prononcer clairement en positif ou négatif, ce qui n'est pas un atout et une opportunité pour nous, comme éveilleur des consciences individuelles et collectives. Donc les gouvernants peuvent, à cause d'une certaine versatilité, bloquer l'avancement d'une action dès qu'ils sentent leurs intérêts menacés d'une manière ou d'une autre.

Il faut toujours bien scruter la première idée pour bien connaître la position d'un Kongo sur une question même fondamentale ou existentielle. Toutefois en termes de changement social et culturel l'espace Kongo est un terrain fertile quand le message est fédérateur et porteur d'un salut populaire.

En puisant dans les lieux de mémoire du peuple Kongo, nous avons des figures de proue comme Simon Kimbangu qui peuvent nous inspirer. Il avait trente-quatre ans, jeune avec toute la vitalité lorsque le Dieu de la libération lui donna un message clair et sans équivoque pour notre destinée.

Simon Kimbangu a rejeté la soumission aveugle à l'évangile interprété par les colonisateurs. Il a aussi résisté à la pression des missionnaires baptistes qui obéissaient plus aux consignes de l'école royale belge qu'à celles de celui qui les a envoyés.

Il n'a pas trahi la voix qui lui parla du ciel en avril 1921 en ces termes : « Un jour le Noir sera libre, il dirigera ce pays lui-même, les Blancs rentreront chez eux ». Il a choisi d'obéir au Dieu de la libération plutôt qu'au conformisme de l'école royale belge incarnée dans les diktats coloniaux et missionnaires sans oublier les mesures

liberticides. Ce message lui a coûté trente ans de prison jusqu'à sa mort mais il n'a pas renié ses convictions.

Ceci peut nous donner l'audace d'espérer et croire que le peuple Kongo peut s'accrocher à une utopie, et s'assumer jusqu'au bout pour atteindre un idéal, entendant un message fédérateur et libérateur pouvant l'amener au bonheur partagé.

Des actions plus larges sont envisageables mais il faudra que la décentralisation devienne effective parce que la révolte constructive a pour soubassement l'auto-prise en charge de sa destinée et de son avenir, l'auto-responsabilisation c'est-à-dire devenir maître de sa vie. Bref, conserver son identité tout en étant ouvert au monde extérieur.

Fidèle MUANDA MIKIAMA

Bustanien

Plaidoyer au Katanga autour de l'activité minière et des problèmes terriens

Au sein du Conseil Régional des ONG de Développement du Katanga (CRONGD) émerge un cadre de réflexion dénommé espace «Bulongo Yetu» qui veut dire «notre terre». Se servant du centre de documentation, un groupe restreint d'environ 20 personnes - parmi elles des animateurs d'ONGD membres - se rencontre une fois le mois à Lubumbashi pour une réflexion sur un thème précis relatif à la terre.

Ce groupe moteur en devenir, fruit des tâtons, se destine comme vecteur d'un CRONGD renouveau ; et donc d'une société civile agissante.

Pour mener à bien son combat, le CRONGD adhère à la Plate forme des Organisations de la Société Civile du secteur minier (POM) dont il sert d'ancrage institutionnel. Il collabore en particulier avec le Collectif des Economistes du Congo (CEC DRC) et l'ONGD Protection Régionale des Ecosystèmes Miombo (PREMI CONGO).

A l'état actuel des choses, l'activité minière ne profite pas à la population.

Avec la mise sur échiquier du territoire katangais à des fins minières par un cadastre spécialisé, près des 50 % des terres ont été spoliées. Les terres arables récemment évaluées passent de 15 millions d'hectares à 8 millions. D'après le ministère provincial de l'agriculture 7 millions d'autres tomberaient dans les carrés miniers concédés.

Bientôt l'agro business est au rendez-vous car la venue du code agricole lui donne sa faveur. Succédant à l'industrie minière anarchique, il va rafler toutes les terres fertiles. Dans pareille situation, il faut faire quelque chose pour éviter le pire.

Sur terrain, le phénomène de rachat des terres est devenu une réalité. Beaucoup de sociétés minières commencent à créer de fermes immenses et mécanisées. Les villes minières connaissent une expansion spectaculaire qui recule la ceinture verte, amenuise les espaces arables: d'anciennes concessions agricoles et les fermes environnantes subissent un lotissement parcellaire anarchique. Les riches, ceux qui émergent, achètent de vastes terres pour construire des fermes modernes et prestigieuses moins destinées à la production alimentaire.

Maintenant que le code agricole entre en vigueur dotant l'administration d'un cadastre spécial, il faut craindre la situation similaire au secteur minier: ce serait malheureux de voir des ménages paysans jadis autonomes se réduire en simple agents agricoles. Agents c'est une façon de dire, en réalité de la main-d'œuvre défavorisée sans statut valorisant. Eux qui représentent 70% de la population active. La législation, l'élite, les ONG et les organisations paysannes sont en fait des blocages à l'action de changement.

Il faut nourrir un courant alternatif créateur d'espoir qui essaie de dépasser les simples visées du confort qu'offre le pouvoir mais plutôt porteur d'une croix, la croix qui sauve le gagne-petit.

Serait-il possible de s'inscrire dans une dynamique relationnelle et compétitive capable de casser l'attentisme et opérer le sevrage des ONG pour tenter d'aller vers l'entrepreneuriat? Est-il possible à l'heure actuelle dépasser l'autosuffisance pour l'autodéfense des intérêts dans un monde de plus en plus compétitif? Les associations paysannes sont-elles préparées de se départir du statut social vers des organisations économiques ? Sous quelles conditions d'organisation et d'actions ?

Action de plaidoyer

CRONGD a facilité du 05 au 09 octobre 2011 un atelier préparatoire d'un plaidoyer sur les conflits fonciers initié par un consortium de 3 ONGD membres. Celles-ci ont demandé un appui à l'élaboration des propositions d'un projet d'édit à soumettre au Parlement provincial,

des messages et des stratégies (de plaidoyer) pour réduire les conflits fonciers et la tracasserie fiscale.

Soumises à l'épreuve de l'atelier, les parties prenantes (composées des représentants des services publics, des associations paysannes, du consortium d'ONG ainsi que l'autorité traditionnelle) ont reconnu à l'unanimité l'existence des conflits fonciers et leurs conséquences sur les paysans.

Il fallait davantage documenter les cas de conflits et de menaces réelles; renforcer la connaissance des lois et du rouage des services concernés ainsi qu'identifier les opportunités d'Alliance + Plaidoyer.

- ◆ D'abord il faut trouver une astuce. Et c'est l'enquête même; mais aussi les invités : l'administration publique et le pouvoir coutumier. Restituer l'enquête c'est restituer à l'administration ce que les paysans disent tout bas: des accusations. C'est faire de reproches aux agents du cadastre et de la division provinciale des recettes (DRKAT) désignés souvent comme coupables. Comme points d'attaque: la distribution désordonnée des terres et la tracasserie fiscale. Le décor était planté : en face des ONGD enquêteuses trois groupes d'intérêts se rejetant mutuellement des responsabilités: les paysans insolvables, les fonctionnaires corrompus et l'autorité traditionnelle défaillante.
- ◆ Laisser les participants discuter librement en l'absence totale de gestion de parole.
- ◆ Capter des pensées, les restituer, les interpréter et y dégager les problématiques d'actions et d'approfondissement. Quand le débat est autorisé, le vrai travail du facilitateur commence. Il faut gérer le désordre, permettre aux gens de se libérer: laisser parler, bombarder. Mais très vite les participants se sont fatigués : ils s'épuisent. Le facilitateur a fait rebondir le débat en restituant des idées qu'il puise des échanges, réoriente vers un deuxième palier en ajoutant à chaque étape une dose critique. D'analyse en analyse; le groupe progressait vers la prise de conscience du problème et son contour et vers

des propositions d'actions de changement. On constate que d'entrée de jeu beaucoup veulent parler. Effectivement ils ont quelque chose à dire, à décrire. La narration est un art bien maîtrisé, les paysans savent bien exposer les déceptions. Puis la dynamique baisse à la descente vers la recherche du pourquoi. Quand il s'agit de fouiller les causes, un petit groupe monopolise le débat. Le groupe s'affaiblit encore quand il faut proposer. Le rôle du facilitateur c'est de les pousser à la limite.

Au-delà de la prise de conscience des lacunes sur la connaissance du conflit foncier et ses implications, il faut remarquer dans la progression la montée d'un rapprochement entre les paysans, les fonctionnaires et l'autorité coutumière qui prennent conscience que ce serait un potentiel d'alliance parce que tous se sont plaints contre le système en place. C'est là que s'ouvre une porte vers un combat de solidarité contre des puissants. Où trouver les moyens, que faire? Identifier les forces internes, potentielle ou réelle. D'abord les groupes sont hétérogènes; il y a dedans les papas et les mamans, des tribus variées, Catholiques et Protestants qui partagent une cause commune. La dynamique doit apprendre à agir de façon à toucher les cœurs des gens: les tenants du pouvoir de l'Etat, les puissances financières et leurs intermédiaires.

Pierre Kahenga
CRONGD Katanga

Des femmes en lutte pour leurs droits en Ituri

Notre engagement est le renforcement par la formation et l'accompagnement de deux groupes moteurs mixtes (hommes et femmes) de deux territoires (Djugu et Irumu), constitués chacun de 12 femmes et 12 hommes, pour mobiliser les femmes des communautés de base, autour de leurs droits civils et politiques. Devant des situations qui choquent, indignent, notamment des violations des droits humains, des injustices, des exploitations, des dominations, des aliénations, il s'agit de provoquer et d'accompagner des actions citoyennes, mobilisantes, non-violentes, en faveur de la communauté avec le concours des bénéficiaires, pour être acteur dans le changement positif de sa situation inhumaine.

Pour qu'une révolte soit authentique et porteuse de changement durable, les acteurs se situent à différents niveaux :

Les acteurs de 1^e niveau sont les bénéficiaires eux-mêmes, donc les femmes surtout et les hommes de la communauté. Il s'agit de les conscientiser par les informations sur leurs droits, afin d'obtenir une transformation profonde dans leurs esprits (le mental du groupe), leur permettant d'initier ou d'inventer des actions mobilisantes de changement et de revendication au niveau communautaire auprès des autorités de leurs villages, qui leur sont accessibles mais qui sont soit ignorantes de la loi et des droits humains, soit dépouillés du pouvoir dépendant de leurs hiérarchies de façon qu'ils ont un pouvoir limité ou n'en ont pas du tout.

Les acteurs secondaires sont les accompagnateurs : les femmes et les hommes alliés, les membres des ONG et des confessions religieuses. L'accompagnateur aide à provoquer, créer ou inciter à la création, d'espaces promoteurs de révoltes contre les injustices, les exploitations ou la domination vécues dans le milieu et particulièrement par les femmes. Il les aide dans l'analyse critique de leur micro contexte, facilitant leur réflexion sur des actions mobilisantes porteuses de changement pour percer l'espace des décideurs pour présenter leur desiderata afin d'obtenir un

changement, de développer leur pouvoir. L'accompagnateur porte leurs revendications et la proposition des alternatives des bénéficiaires au près des autorités sur la base des rapports élaborés collectivement et souvent ensemble avec des représentants délégués par le groupe des bénéficiaires.

Puis l'accompagnateur retourne vers eux pour faire la restitution et l'évaluation des résultats obtenus, évaluer avec eux les résultats de l'action, puis pour redéfinir la stratégie de continuité du processus de revendication si nécessaire ou identifier d'autres problèmes. Il s'agit d'une activité continue, permanente, d'analyse critique de leur micro contexte.

La synergie des bénéficiaires se fait à travers les structures communautaires mixtes mises en place (ILP : Institut Local de Paix, NPM : Noyaux Pacifiant des Mamans, CLGP : Comité Local de Gouvernance Participative), accompagnées par la synergie des partenaires (FOMI : Forum des Mamans de l'Ituri, CDJP : Commission Diocésaine Justice et Paix, RHA : Réseau Haki na Amani,...).

Dans notre contexte (Iturien), les actions de la femme doivent être soutenues par les hommes pour renforcer leurs acceptations par les membres de la communauté. Souvent, il arrive également que les femmes associent à leurs actions les hommes membres de la coordination de la société civile pour que l'action ait plus de poids et devienne celle de plusieurs acteurs et non pas seulement de la femme.

La formation périodique des acteurs du groupe moteur à travers des rencontres d'échanges d'expériences et l'accompagnement dans l'élaboration des cahiers de charge,..., est nécessaire pour permettre aux acteurs de jouer efficacement leurs rôles.

Après de grandes violations des droits humains ou suite à la répétition des cas des violences sexuelles, des vols accompagnés d'assassinat, des tortures par la police,..., les femmes se réunissent pour analyser ces situations indignantes, en analysant la situation : les

causes, les présumés auteurs, les effets, les autorités compétentes (de la police, militaire ou administration),...,

La révolte porte surtout sur les indignations contre :

- b. des situations d'injustices, le non respect des droits humains, l'aliénation et la culture de la naïveté face au pouvoir en place.
- c. les mauvaises conditions de vie de la population, la misère, situations insupportables au niveau communautaire ; mais principalement sur la perte et la dépossession des femmes de leur pouvoir et de leur liberté,...

Bien que vécu différemment par les hommes et les femmes, l'intérêt commun est la lutte contre le non-respect des droits civils et politiques des citoyens : les injustices subies et l'exploitation vécue au quotidien par les femmes.

Que les services administratifs et sécuritaires évitent les tracasseries, que le gouvernement prenne en charge la scolarisation des enfants, que les citoyens aient des routes, qu'ils dorment paisiblement, que la justice soit distributive et équitable, que les droits des femmes soient reconnus,....Que les femmes et les hommes accèdent équitablement aux services vitaux de première nécessité.

Les blocages et limites auxquels nous avons été confrontés sont :

- ♦ Les blocages d'ordre structurel : le système politique réduit l'engagement des citoyens pour l'initiation des actions ; l'église avec sa grande force et son pouvoir spirituel freine souvent l'engagement des fidèles dans les actions mobilisantes.
- ♦ La persistance de la culture de la peur et la naïveté politique chez les citoyens, les enfermements identitaires, les fragmentations fragilisent les énergies pour la mobilisation.
- ♦ Les adversaires agissent plus de façon silencieuse. Il s'agit de chefs coutumiers, décideurs politico administratifs, chefs

religieux, certains hommes et femmes tous désireux de conserver leur pouvoir. Il faut régulièrement redéfinir les alliances et les cibles.

- ◆ Impuissant devant le pouvoir public, on est tenté d'avoir le recours aux miracles de Dieu pour changer la situation. Malgré la prise de conscience, par peur des risques, on se réfugie dans la passivité.
- ◆ On a peur d'être traqué et arrêté par le pouvoir, peur d'être accusé de complicité avec des miliciens de la part du service de sécurité, peur de contribuer à la stigmatisation de la communauté,....
- ◆ Les fragmentations s'observent au niveau du recours à l'identité, du recours aux classes politiques (opposition et pouvoir), sur base d'appartenance religieuse ;

Les actions de mobilisation accompagnées ont été entre autres :

- ◆ Des actions collectives, des regroupements ou des mouvements de résistance.
- ◆ Les femmes organisent une marche soutenue par des messages courts, précis, clairs, inscrits sur des calicots que les femmes tiennent pour exprimer leurs intentions lors de la marche ; des banderoles fixés dans des lieux publics contenant des messages inscrits, reprenant l'objectif de la marche, les mécontentements, revendications des femmes et les solutions proposées, les autorités concernées,.... elles inventent des chansons avec des messages qu'elles veulent porter à l'attention des autorités, comme des membres des communautés.
- ◆ Les actions de revendications, dénonciation, par rapport aux barrières de péage des routes, aux tracasseries policières dans les marchés, aux taxes perçues sur les marchés, à l'entretien des sources d'eau...
- ◆ Les occasions comme le 8 mars, la journée internationale des droits de la femme,...., facilitent la mobilisation des femmes pour dénoncer les abus, exprimer leurs problèmes, reven-

diquer collectivement leurs droits. Elles s'expriment à travers les slogans provocateurs et interpellateurs des autorités, comme « les hommes, respecter les femmes car elles sont les mères de la communauté, être humains au même titre que les hommes, collaboratrices pour la construction communautaire, elles méritent la justice,... ». Tandis que les hommes saisissent moins des occasions historiques par peur de représailles ou simplement par mauvaise volonté.

- ◆ Les actions collectives sont peu développées dans les villages et occasionnelles à Bunia (cas de la grève des vendeurs de carburant, manifestation des confessions religieuses, des membres de la société civile, des partis politiques).
- ◆ Les actions de renforcement des capacités des acteurs : les formations et informations des acteurs sur les droits, les cadres légaux,..., contribuent à augmenter leur efficacité. Afin de renforcer la compréhension commune des problèmes, la recherche des pistes de solution et des actions concertées, la création des espaces d'analyse et de discussions entre un échantillon de femmes et d'hommes permet une prise de conscience commune des abus subis et de la nécessaire révolte.

Les prises des consciences collectives sont multiples :

- ◆ La conscience de constituer une force est étouffée ou fragilisée par la peur, la naïveté et la répression du pouvoir. Il faut beaucoup d'actions pour prévenir la déviation dans les actions violentes.
- ◆ Les décideurs semblent indifférents aux revendications ou ils trompent pour calmer les esprits qui se mobilisent. Ce qui rend moins visible et palpable la prise en compte des revendications.

Les potentialités des femmes sont plus reconnues et mieux valorisées :

Dans les situations de conflits, la femme a une grande capacité de médiation et de patience. Dans la gestion des affaires familiales ou

publiques, elle se distingue par l'honnêteté, l'esprit de discernement, de partage, elle est plus rassembleuse, Son hospitalité est reconnue par tous les membres de la communauté. Dans les travaux au quotidien, elle a une grande capacité d'endurance, de travail soigné et contribue aux 3/4 dans la production familiale. Ces potentialités et ces capacités des femmes constituent une opportunité pour la mobilisation communautaire et particulièrement de la femme autour des droits de la femme.

Un message partagé sur la lutte pour les droits des femmes :

Sur base légale (les textes légaux nationaux et internationaux, dont la Constitution, et différentes lois) partant du principe de l'égalité des droits fondamentaux civils et politiques entre l'homme et la femme ; tout en relevant les droits spécifiques de protection de la femme liés à sa vulnérabilité suite à sa nature biologique (protection de la femme enceinte, protection contre les violences sexuelles), le feuillet de la mobilisation reprend les messages suivants :

- ◆ Droits de la femme : en plus des principes généraux des droits humains, il reprend les droits spécifiques les plus violés dans le milieu comme droit au mariage, droit à l'expression, droit à l'héritage, droit à la vie et au respect de la dignité de la personne humaine, droit à l'éducation,...
- ◆ Droits du citoyen/femme : développement intégral, l'éducation, la santé, le travail, la sécurité,...

Participer à la gestion des affaires publiques par les élections ; être informé du budget de son entité et de son affectation ; présenter les revendications aux élus et leur demander de rendre compte ; tenir sa place et son rôle dans les instances de décision.

- ◆ Devoirs du citoyen/femme : participer à la gestion de son entité par choix et suivis des gouvernants ; contribuer par le paiement des taxes pour soutenir le fonctionnement de l'entité ; demander aux gouvernants de veiller au bien être des citoyens et rendre compte de leur prestation ;...

- ◆ Pouvoirs du citoyen/femme : par les élections, les citoyennes ont le pouvoir de changer la forme du gouvernement, de renouveler les animateurs du gouvernement et de donner le pouvoir à quiconque elles estiment meilleur ; elles ont le pouvoir de sanctionner les dirigeants, de défendre et faire respecter leurs droits de femmes, de rappeler et d'exiger que le pouvoir donné par le peuple soit exercé suivant les intérêts du peuple.

Jacqueline Malosi Dj'su

FOMI : Forum des Mamans de l'Ituri

Des femmes « gagne-petit » à travers les rues de Goma se révoltent et s'organisent

L'étude réalisée par Pole Institute en 2011 sur le leadership des femmes œuvrant dans le circuit agro-commercial au Nord-Kivu, a attiré notre attention sur l'urgence et l'importance de conscientiser ces femmes marginalisées pour les aider à s'organiser afin qu'elles acquièrent plus de pouvoir, pour les former afin qu'elles augmentent la confiance en elles-mêmes et entre elles et qu'elles élèvent leur niveau de collaboration, de solidarité et du faire-ensemble.

Au mois d'août 2011, nous avons identifié 25 femmes marginalisées, dans le but de constituer un groupe moteur. Nous voulons comprendre la nature de leur travail, ce qu'elles font, comment elles le font, les défis auxquels elles font face, leurs révoltes ... et réfléchir avec elles sur les solutions à trouver.

Ces femmes dont l'âge varie entre 18 et 60 ans sont pour la plupart des illettrées venues du village pour chercher un mieux-vivre en ville ou fuir ainsi des guerres destructrices.

Ce sont là : des épouses des ex-cadres des entreprises en chômage suite à la faillite de ces dernières ; des jeunes filles qui ont abandonné leurs études pour diverses raisons ; des diplômées d'Etat qui n'ont pas pu émerger à cause de la situation que traverse notre pays, ... soit elles vendent pour d'autres femmes pour recevoir en espèce ou en nature le repas du soir, soit elles vendent avec un maigre capital qui ne dépasse pas généralement 50\$ américains.

Les révoltes :

Leurs principaux motifs de révolte sont très concrets.

- ♦ les mauvaises conditions de vie qui se traduisent par le manque des moyens nécessaires pour vivre dignement (pauvreté) et qui sont les conséquences directes de la détérioration de l'emploi (chômage), ainsi que des naissances

nombreuses et rapprochées ; le tout aggravé par l'insécurité et les guerres à répétition,

- ◆ la dépossession du pouvoir suite à une forte dépendance aux autres (mari, famille, etc.),
- ◆ les tracasseries fiscales et les taux d'intérêt élevés des institutions de microcrédit,
- ◆ l'exploitation qu'elles subissent de la part des hommes et d'autres femmes plus nanties ou mieux positionnées.

Les révoltes s'expriment respectivement par le refus de :

- ◆ rester sans rien faire, les bras croisés,
- ◆ céder à la pression de leur mari leur interdisant d'exercer une activité économique, alors qu'ils ne sont pas capables de subvenir aux besoins familiaux. Certains même fuyant cette responsabilité.
- ◆ rester dans le sillage des femmes ayant plus de moyens,
- ◆ commercer au marché public où les taxes sont multiples,
- ◆ ne pas limiter les naissances en ayant recours à la planification familiale.

Les blocages-obstacles à dépasser pour oser un changement de manière de vivre et de travailler :

- ◆ les Eglises et le système patriarcal avec leur lot de croyances et de traditions ;
- ◆ les femmes adultes et les parents sont les adversaires (opposés et déclarés) ; le mari est l'adversaire implicite.
- ◆ le fatalisme qui consiste à accepter leurs misérables conditions convaincues qu'elles ne peuvent rien changer.
- ◆ la soumission aux coutumes et certaines croyances avilissantes : la nature des relations entre les époux est la subordination de la femme. Tout ce qu'elle peut obtenir

pendant le mariage revient à son mari et par conséquent elle est privée de toute gestion (directement ou indirectement.)

- ◆ les peurs d'être bouc émissaire, d'être abandonnées et de perdre le peu de moyens acquis.
- ◆ La fragmentation : différences sociales, jalousies, tribalisme,
- ◆ Le difficile dégagement d'intérêts communs, l'égoïsme ou la recherche d'un intérêt personnel et immédiat,
- ◆ la réticence et le désintérêt de certaines à se regrouper en associations ou en coopératives ;
- ◆ le manque de confiance en soi et envers les autres,

Les mobilisations

- ◆ Opportunités saisies dans les moments historiques : le bouleversement et l'instabilité de la région a permis aux femmes d'exercer dans l'informel.
- ◆ Des gestes, paroles, actes, significatifs ont été inventés, scander des paroles à l'endroit de l'autorité compétente comme - donnez-nous à manger, nous ne reviendrons plus vendre sur la voie publique - donnez du travail à nos maris - prenez en charge la scolarité de nos enfants - payez-nous les soins de santé, etc.
- ◆ Actions de résistance contre les tracasseries policières pour éviter les déguerpissements forcés sans mesures préalables et fiscales. Pour organiser et au besoin payer des veilleurs qui préviennent des arrivées de la police, pour trouver des alliés parmi les policiers.
- ◆ dénonciation des exploitations et dominations multiples, plaidoyer pour des marchés publics non payants.
- ◆ Revendication de traitement plus équitable dans l'exercice du petit commerce.

Les constructions

Prise de consciences collective:

- ◆ Les jeunes mamans s'engagent à pratiquer la planification familiale pour diminuer les risques de vulnérabilité (suite à des naissances nombreuses),
- ◆ Elles s'engagent à épargner afin non seulement de constituer un capital personnel et rehausser leur revenu, mais aussi de penser des projets collectifs futurs, pour une autonomie effective de la femme, car l'union fait la force disent-elles,
- ◆ Elles s'organisent en groupe associatif, mettent ensemble leurs maigres moyens et s'octroient des prêts rotatifs pour accroître le capital individuel et leurs revenus,
- ◆ Concevoir des projets collectifs à long terme,
- ◆ Au niveau personnel, certaines femmes sont fières de pouvoir subvenir aux besoins personnels et familiaux avec, ou sans le mari. Bref, d'être autonomes.
- ◆ Grâce à la conscientisation, certaines femmes ne vendent plus sur la route, elles ont soit aménagé une petite boutique chez elles ou étalent leurs marchandises sur une table devant leur maison, pour pouvoir s'occuper des enfants. Celles qui vendaient à même le sol, bien que vendant encore au bord de la route, ont tout simplement payé une table sur laquelle elles étalent leurs marchandises, évitant ainsi la saleté.

Afin de renforcer le pouvoir des femmes, une formation sur l'alphabétisation conscientisante est en cours et une visite régionale aux associations des femmes qui ont réussi est en préparation. Nous envisageons de les former en management: marketing, étude de marché, petite comptabilité, gestion du cash flow, différencier la finance de leur commerce d'avec celle du ménage, comment s'organiser en coopérative, etc.

Montée de pouvoir et d'autonomie

Elles sont actrices de changement dans ce sens que certaines d'entre elles auront les moyens de vendre dans les marchés publics, boutiques, magasins et s'acquitteront de taxes légales. Quelques cas d'acquisition de pouvoir économique grâce à la prise de conscience doublée de la pratique de l'épargne sont visibles :

- ◆ Chaque femme a eu, fin août 2012, soit douze mois après l'identification, un capital personnel de 55\$ pour son commerce grâce à l'épargne volontaire. De ce fait, celles qui vendaient pour d'autres sont autonomes et celles qui utilisaient l'argent de microcrédits n'en dépendent plus.
- ◆ Grâce à ce capital, certaines femmes parviennent à scolariser leurs enfants, celles qui mangeaient une fois par jour parviennent à nourrir, d'un repas équilibré, leur famille au moins deux fois par jour.
- ◆ Quelques-unes de celles qui avaient une parcelle familiale construisent ou s'organisent pour construire une maison d'habitation en matériaux semi-durable (en planches et tôle).
- ◆ Certaines de celles qui louaient une petite maison d'une chambre et salon sont capables de payer une maison de trois chambres et salon.
- ◆ Grâce à l'épargne individuelle, un groupe de quatre femmes se sont associées pour louer un dépôt dans lequel elles vendent divers articles alimentaires. Elles ont réuni, en mi-octobre 2012, un capital de 150\$ par personne, mis en commun afin de démarrer leur commerce.
- ◆ Un second groupe composé de dix femmes a choisi la restauration et vend ses services. Ce dernier groupe est accompagné pour faire un travail de qualité afin d'être compétitives sur le marché de service. Leur première expérience à Pole Institute a été un succès, fournissant des repas de qualité, dans une bonne ambiance et s'adaptant aux groupes accueillis.

- ♦ Une formation en gestion pour s'autogérer efficacement leur fera atteindre un niveau de professionnalisme plus élevé
- ♦ Le groupe moteur initial s'ouvre à d'autres femmes pour exécuter des nouveaux projets collectifs genre « microcrédit », artisanat, vente en gros, garde d'enfants, etc.

Leurs révoltes entendues et accompagnées ont généré de véritables auto-prises en charge et une maîtrise de leur vie par une autonomie conquise ensemble.

Solange Gasanganirwa
Pole Institute, Goma

Actions de défense et promotion de la profession de journaliste à Butembo

Notre chantier a beaucoup évolué en fonction de la conjoncture de ces six derniers mois. Nous avons décidé de continuer la même action : celle de la formation-conscientisation sur la ligne du renforcement de la solidarité professionnelle des journalistes.

1. Les acteurs

Les groupes moteurs que nous avons ciblés pour avancer dans la révolte constructive étaient les responsables des associations professionnelles des journalistes. Ceux-ci auraient pu être les acteurs principaux de notre lutte mais très vite, nous nous sommes rendus compte que plusieurs associations avaient été créées par opportunisme, avec la mauvaise idée de profiter des faveurs de politiciens pendant la campagne électorale. Une association nous a même scandalisés en organisant un sondage (peu crédible et basé sur du clientélisme pur et simple) pour savoir qui seraient les potentiels heureux élus aux élections législatives ; avant même que des candidats se déclarent...l'association a plébiscité ses financiers (anciens ministres et autres politiciens) qui ont lamentablement échoué aux législatives nationales...

Mais au contraire, tous les journalistes et chacun individuellement ont mieux participé à la lutte. Ils ont été encouragés par les responsables de leurs médias.

Nos alliés qui nous ont été utiles sont les juristes et les auditeurs qui croient aux journalistes avec qui ils sont en relation de confiance comme si un pacte tacite, avait été signé entre eux et nous.

Les autres partenaires, les organisations nationales et internationales qui agissent dans le même domaine (Reporters sans frontières –RSF- Journalistes en danger –JED- Monusco et autres ont été très sollicités et ont répondu très favorablement. JED et RSF nous ont soutenus dans le cadre du lobbying pour la liberté de la presse et la Monusco

dans le cadre de la formation. Nous avons remarqué que les partenaires internationaux ont une grande influence sur les adversaires des journalistes. Cet appui nous est très bénéfique et utile dans notre lutte. Nous nous y sommes appuyés surtout avec RSF pour débloquer plusieurs situations comme lors de la fermeture de la radio *Liberté* et la confiscation de ses matériels ; les appels insistants du bureau RSF/Afrique ont fini par convaincre le maire de restituer d'abord les matériels confisqués et d'ordonner la libération de neuf journalistes arrêtés.

Egalement, notre engagement avec les professeurs en journalisme a été très intense. Il s'agit des professeurs visiteurs venant de Kinshasa et ceux évoluant localement dans le domaine académique. Ils nous appuient en conseils techniques pour affiner nos tactiques dans la pratique quotidienne du métier de journaliste.

2. Les révoltes et les actions

La situation postélectorale a été plutôt un sale temps de durcissement des prédateurs (tous ceux qui utilisent leur pouvoir pour restreindre la liberté de la presse). Plusieurs actions répressives ont eue lieu. Nous citons à titre illustratif uniquement pour la seule ville de Butembo :

- ◆ Le cambriolage armé à la radio Soleil FM à Butembo le 31 mars 2012.
- ◆ La confiscation des matériels et la fermeture de la radio Liberté le 14 Mai 2012 et l'arrestation le même jour des neuf journalistes de la même radio.
- ◆ L'interpellation et l'incarcération de deux animateurs de la radio Moto pour diffamation le 01 juin 2012.

Pour ces cas, nous avons bénéficié de l'appui des partenaires, à tous les niveaux. Pour la radio Soleil par exemple, tous les médias ont affiché leur solidarité envers la radio cambriolée. Le Maire s'est senti dans l'obligation de soutenir l'action de la radio en donnant un ordinateur portable pour que les émissions puissent reprendre. Un communiqué de toutes les associations des médias et acteurs des

médias avait été signé et diffusé dans toutes les radios locales pour soutenir la radio visitée par les bandits en dénonçant l'insécurité dont a été victime la radio sœur et les médias locaux. Le communiqué qui engage les six associations professionnelles des journalistes de la ville est très explicite en ces termes : « *...C'est une violation grave du droit du travail. Car le vol des matériels de la radio Soleil touche le travail de ce média même. Cet acte viole aussi le droit à l'information journalistiquement correcte pourtant garantie par la Constitution de la RDC à son article 24...* »

Pour la radio *Liberté*, toutes les radios se sont mobilisées pour dénoncer l'agression et le soir du même jour, les neuf personnes arrêtées ont été remises en liberté. Un lobbying a été organisé avec RSF qui a mis de la pression sur le maire, l'ANR (Agence nationale des renseignements) et la police engagés dans cette affaire. En réalité, il fallait montrer à l'autorité locale que sa mesure violait les procédures légales dans son exécution. Au bout de deux semaines, le Maire a remis les matériels de la radio et relâché l'animateur incriminé après quinze jours de détention.

Pour les deux animateurs de la radio *Moto Butembo Beni* (qui sont toujours sous le coup de la justice), la profession a failli subir une scission. Les deux animateurs s'étaient permis, dans une émission satirique, de provoquer le collectif des femmes journalistes, soupçonnant un agent de la MONUSCO d'avoir soudoyé des femmes journalistes pour l'obtention d'un financement des activités de la journée internationale de la liberté de la presse. La coordonnatrice du collectif des femmes journalistes avait porté plainte au parquet de grande instance. Les deux animateurs ont été mis aux arrêts. Nous avons tenté une médiation et les deux animateurs ont obtenu une liberté provisoire...

Depuis octobre 2011, nous sommes acteurs dans la formation des étudiants en journalisme dans une université locale. Nous animons un journal école dans lequel les articles sont essentiellement produits par les étudiants en journalisme dont la plupart exercent dans les médias locaux. Cela nous a permis de raffermir les actions de solidarité et de formation car de plus en plus les médias se

professionnalisent et les prédateurs ont compris que les journalistes constituent un bloc assez uni pour être une force de mobilisation pour la protection de leurs droits.

3. Les mobilisations

Pour mieux exprimer notre révolte, partant de la formation-conscientisation, nous avons entrepris quelques actions traditionnelles de mobilisation. Nous avons par exemple organisé, avec l'aide de la Monusco, une formation de journalistes traducteurs sur le respect de la fidélité au texte du journal parlé. Cette action était la démarche du collectif des femmes journalistes. Elle a mobilisé des dizaines de journalistes traducteurs. On a senti le goût d'apprendre plus et leur goût des échanges sur les questions de déontologie chez les jeunes journalistes qui ont recommandé que des pareilles occasions soient multipliées.

Par la même occasion de la célébration de la journée internationale de la liberté de la presse, le journal école *Kengele* et *Syfia grands lacs*, avons organisé un café de presse sur les fautes professionnels fréquentes. Il a été question de dénoncer les mauvais comportements des journalistes qui insécurisent le métier par leurs fautes professionnelles, une sorte d'autopsie de la profession. Tout est parti des articles produits et diffusés dans le N°12 du journal école *Kengele*. Il s'agit des articles aux titres suivants :

-Des propos injurieux sur les antennes discréditent les journalistes :
Sous prétexte de résister à la concurrence, certaines radios plongent dans des fautes professionnelles graves. Des journalistes se lancent des propos grossiers et discourtois entre médias interposés. Ce comportement qui lasse les auditeurs jette l'opprobre sur le métier de journaliste.

-Engager des stagiaires pour éviter de payer les professionnels des média :
Redoutant le coût à payer les journalistes professionnels, plusieurs directeurs des radios recourent aux stagiaires non qualifiés pour prêter dans leurs médias. Parents ou amis sont préférés aux

dépend des professionnels formés pour la cause. Cette méthode a des incidences graves sur le rendement des médias.

-Des radios sans ligne éditoriale ni programme précis

Des animateurs qui papotent au micro à longueur de journée sur des sujets improvisés, c'est le quotidien de plusieurs radios de la ville. Faute de moyens, se défendent leurs responsables... Malheureusement aucun organe de régulation du secteur médiatique n'est actif en ville

-Les radios ont la côte dans les campagnes qu'en ville

Moins appréciées dans la ville, les radios ont de la côte dans les villages de l'intérieur. Seul outil d'information, elles font avancer les discussions et informent sur l'actualité politique, sujet souvent tabou dans les villages.

Cette occasion unique a été un cadre pour essayer de régler également quelques différends au sein de la profession. C'est à travers ces actions basées sur l'analyse de nos pratiques que nous définissons l'éthique de notre profession avec ses droits, (liberté d'expression, droit d'accès aux sources d'information...) et devoirs (respect de la vie privée et des principes journalistiques...) mais aussi ses pouvoirs (de dénonciation, de formation de l'opinion publique).

4. Les constructions

La prise de conscience au sein de la corporation est déjà présente. La menace sur les droits et même la personne des journalistes est là, permanente. On doit y faire face et résister, renverser la tendance. Les journalistes prennent de plus en plus conscience qu'ils constituent une force. Toutefois, les derniers événements de la guerre du M23 ont fait durcir le ton des prédateurs. Des décisions liberticides contre la presse ont été prises par le CSAC (Conseil supérieur de l'audio visuel) qui a donné plein pouvoir aux autorités locales pour prendre des mesures draconiennes contre les médias. Dans tout cet imbroglio, nos alliés ont été d'une grande utilité. Pour le cas de la radio *Soleil* par exemple, un groupe de juristes s'est porté parti plaignant pour attaquer en justice la décision du maire de la

ville de fermer cette radio. Même si l'action n'a pas abouti, cette spontanéité de soutenir le média en difficulté a été une preuve que les alliés jouent un grand rôle. Les professeurs d'université (en journalisme) avaient aussi organisé une séance d'échanges entre les deux tendances qui s'étaient dessinées entre d'une part ceux qui soutenaient les démarches du pouvoir et ceux qui ayant refusé de s'aligner se retrouvaient classés comme partisans de l'opposition. Les professeurs essayaient de comprendre et rapprocher les uns et les autres. Les auditeurs eux même ont lutté avec nous, utilisant leurs relations personnelles pour mettre la pression d'abord sur le maire de la ville qui avait dû confesser publiquement que sa décision de fermer la radio provenait de ses supérieures hiérarchiques, révélant du coup qui était l'instigateur de toute cette cabale... La même pression a été mise sur le CSAC, pour obtenir la réouverture de la radio *Soleil*. Une délégation du CSAC vint même, en provenance de Kinshasa pour s'enquérir de la situation et ses conclusions d'enquêtes aboutirent à la réouverture de la radio avant même l'expiration de la date prévue. Pour le cas de la radio *Ngoma* de Beni, un lobbying spécial a été construit avec RSF. Le Maire de Beni a dû capituler et revenir sur sa décision un mois seulement après la fermeture de ce média.

Dans tous ces cas, les alliés se sont montrés très solidaires et efficaces. Une intervention collective paye toujours même si elle ne change pas tout du jour au lendemain. Comme dans une guerre, au-delà de chaque bataille gagnée, la lutte doit continuer jusqu'à une avancée décisive.

Nous gardons comme alternative de prouver aux prédateurs que laisser les journalistes exercer librement leur profession est la meilleure façon de les voir contribuer à l'avancement d'un état de droit. Mais montrer également aux journalistes que travailler de façon professionnelle est la meilleure garantie pour une liberté acquise même si elle n'est jamais totale.

Les acquis sur lesquels nous pouvons compter c'est le fait que tous les journalistes ont déjà souscrit à cette action de solidarité professionnelle et à cette lutte pour la liberté de nos droits. Ce contre quoi il faut continuer de lutter, c'est l'infiltration des associations de

journalistes par les politiques à travers certains de leurs hommes de main.

C'est à travers ces actions partenariales élargies à la formation-conscientisation assumée par les acteurs de terrain que pourra émerger à Butembo et dans l'ensemble du Congo, un journalisme reconnu dans ses droits par les pouvoirs locaux, nationaux et régionaux ; un journalisme responsable, respectueux de l'éthique et de la déontologie, mettant son professionnalisme au service de son rôle d'informateur éveilleur de conscience pour la construction d'une société de citoyens mieux informés, conscients, responsables et participatifs.

Kennedy Wema
Butembo

Des jeunes de Goma se mobilisent et se manifestent

Notre nom est : La LUCHA (Lutte pour le Changement)

Nous sommes un mouvement des jeunes conscients de notre présent et agissons pour influencer positivement notre futur. Le mouvement est symbolisé par une flèche verte.

La flèche : est une arme de combat, elle indique une direction, quand elle est lancée, elle ne fait pas marche arrière. La couleur verte symbolise l'espoir, la régénérescence, la forêt (RDC poumon du monde), la jeunesse.

« Tout est acceptable au nom de la paix ». « Notre paix est fragile, le pays est en pleine reconstruction. Nous devons le protéger et continuer à attendre patiemment que les jours meilleurs arrivent. » C'est ce qu'on nous fait croire pour que nous restions tranquilles.

Les acteurs dans le processus de changement conçoivent des activités qui ont un double objectif : améliorer les conditions de vie actuelles et soutenir les acteurs qui ont une influence sur ces situations. Pourtant, c'est difficile de concilier les deux. Ils deviennent des otages non conscients de ces prédateurs qui usent du temps pour devenir de plus en plus forts.

Parmi ces acteurs, le rôle du jeune Congolais devrait être autre : améliorer les conditions de vie actuelles et créer de nouvelles bases sur lesquelles devra être assis le Congo de demain. Le jeune est moins intégré dans le système. Il a la vitalité, la créativité et la disponibilité temporelle à long terme. Son jugement de la situation est autre. Il constate, juge et ne se culpabilise pas autant que ses ascendants. Pour que le jeune soit fort, la rage qu'il détient contre les injustices et les oppressions doit être partagée. De cela, une vision doit naître.

Notre vision est notre motivation

Il n'y a pas de plus révoltant dans ce pays que le contexte dans lequel nous vivons. Le combat pour la survie devient dur et les mécanismes professionnels de défense s'engendrent quotidiennement. La justice et les libertés sont de plus en plus dévalorisées. La justice n'est faite lorsqu'aucun chef n'y perd, les libertés sont accordées s'ils ne nuisent pas aux chefs. Toute personne vivant en RDC a la liberté de faire tout ce qu'elle veut sans nuire aux autorités. Nuire aux autres citoyens Congolais par contre c'est toujours permis ! C'est cela la source de l'indifférence ou de l'oppression qu'affichent les autorités congolaises par rapport à certaines actions de dénonciation, de revendication ou de pression. Cette ruse des chefs est en plein essor, elle transforme tous les partenaires en complices pour des intérêts d'un petit nombre.

Notre vision, c'est de ne pas être des complices. **Nous voulons être des personnes dignes vivant dans une société où règne la justice sociale.** Pour édifier cette vision, les stratégies habituelles d'actions constructrices doivent être reformées.

Les structures sont figées. Les stratégies sont copiées. Les institutions et démarches formelles perdent facilement leur contenu. Des textes inapplicables gèrent la vie des citoyens. Le juridisme nous impose ce que nous devrions faire dans un environnement social informel. D'où l'apparent chaos congolais derrière les textes et les formules. Alors que seul l'informel a réussi dans le domaine économique, il faudrait l'essayer ailleurs dans le social et dans la société civile. Tels sont nos motifs du choix de l'informel comme mode d'existence du mouvement. Mais un informel qui nous garantira la liberté d'entrer et de sortir, de nous engager, de nous reposer selon nos propres motivations. Nous avons donc décidé en tant qu'un petit groupe de jeunes de créer une sorte de mouvement. Le mouvement vit, croit avec des personnes engagées pour des actions concrètes. L'action est au centre de notre mouvement. C'est elle qui détermine les tâches de chaque membre du groupe. L'action est le moteur du mouvement. Elle crée des liens de solidarité, elle construit le groupe. Elle est le chemin vers l'atteinte des objectifs.

I. Les principes d'action

- ◆ Risquer ensemble. C'est la joie de faire ensemble, ce qu'on ne pourra jamais faire seul. Apprendre dans les échecs et les réussites du groupe. Nul n'est indispensable car tous le sommes. Le « faire ensemble » C'est la manière principale de sécuriser le groupe et les individus.
- ◆ La non-violence. Pour utiliser la non-violence, il nous faut d'abord comprendre la violence. La violence n'est pas l'instinct d'agression, elle naît du désir de ce que l'autre possède. Elle naît du mimétisme. Comment attaquer et se défendre en gardant sa dignité ? Agir, le cœur serein et léger, en connaissant son objectif. La règle d'or (Fais aux autres ce que tu voudrais que l'on fasse pour toi.) guide notre comportement quand nous sommes entre l'agresseur méchant et l'opprimé enragé.
- ◆ Assumer. Pourquoi devrais-je aller sur la rue ? C'est la question que chaque jeune engagé se pose avant de se lancer dans la lutte. La réponse pourrait être : nous sommes des jeunes sacrifiés. Nous avons deux possibilités : soit nous restons des indignés complices de nos oppresseurs par notre silence soit nous agissons pour construire un avenir meilleur à nos enfants par nos actions. Ce choix de devenir acteur non violent est une décision personnelle que chacun de nous prend et réitère pendant les préparations et les accomplissements des actions.
- ◆ Les identités et le genre sont additionnels. En construisant l'action, des aspects identitaires et ceux liés au genre nous insécurisent-ils ? Par exemple, connaître le nombre des acteurs engagés par tribu et par sexe est-il indispensable ? Travailler dans un groupe où tout le monde connaît la tribu de tout le monde est-il plus sécurisant que travailler dans un groupe où tout le monde ignore la tribu de tout le monde ? C'est aussi le cas pour le rôle que la femme doit jouer. Quand les rôles se distribuent, la femme a-t-elle des rôles spécifiques à elle ? Que signifie l'identité ? Elle est composée de plusieurs facteurs (physiques, historiques dépendant de leur porteur ou

indépendants de lui) qui différentient les hommes. Ces facteurs sont la langue, la couleur, la taille, la masse, les origines, les habitudes, les coutumes, le genre, etc. Leur importance est subjective selon les croyances. Il n'est demandé à personne d'abandonner ses croyances mais nous devons comprendre que ce qui nous unit c'est ce choix que chacun d'entre nous a fait de devenir acteur non-violent dans la lutte.

- ◆ Le copyright Jeune pour éviter la manipulation. Les acteurs sont uniquement des jeunes. Les différents partenaires, (individus, institutions) qui appuient l'idée sont des alliés. Ce sont les jeunes qui définissent et discutent l'action et la mettent en pratique. Les alliés peuvent participer physiquement (présence), moralement (conseil), matériellement (l'argent, les outils de travail,..) Mais malgré toute leur bonne volonté, ils ne peuvent pas décider sur le oui ou non de l'accomplissement de l'action.

II. Les obstacles

- ◆ *La crise de confiance entre jeunes* : plusieurs jeunes ont déjà tenté de s'engager dans des associations et ils deviennent trahis par leurs représentants qui sont achetés par des politiciens.
- ◆ *La crise de confiance entre les dirigeants et les dirigés*. Les autorités politico-administratives congolaises jugent tous ceux qui revendiquent publiquement comme étant leurs ennemis.
- ◆ *Les moyens financiers* : souvent des actions nécessitent des moyens financiers colossaux que les cotisations des jeunes ne peuvent couvrir. Les partenaires qui peuvent appuyer les jeunes ne sont pas nombreux. Les quelques institutions ou personnes qui peuvent accepter de soutenir sont souvent des politiciens qui veulent imposer leur manière de penser, d'agir et veulent que nous puissions être « leurs Jeunes ».
- ◆ *La diversité des problèmes* : les problèmes sont des opportunités d'actions mais le haut niveau qu'ils ont atteint démotive certains jeunes. Ces derniers pensent que c'est

inutile de risquer sa vie pour de si grands problèmes qui ne changeront pas.

- ♦ *La presse locale proche du pouvoir* : certains journalistes ne diffusent pas l'information de nos actions avec indépendance.
- ♦ *L'accès à l'information fiable est restreint* : Il n'y a pas de cadres d'informations. Les sites internet des ministères ne sont pas à jour, les statistiques officielles en plusieurs domaines sont inexistantes. Nous utilisons des chiffres publiés à l'internet ou énoncés dans des discours des officiels.

III. Les actions

1. Le 1^{er} mai, journée du chômage.

Réflexion:

Traditionnellement, le 1^{er} mai est la journée internationale du travail. Mais faut-il fêter le travail alors que dans notre contexte le chômage est la règle et le travail l'exception ? Non. Il faut pourtant y réfléchir et y faire réfléchir.

L'action a consisté à mettre des calicots dans la ville de Goma pour nous exprimer sur le problème du chômage. Vu la période, les risques pour cette action n'étaient pas nombreux. Mais, comme par hasard, quelques semaines avant le 1^{er} mai, la situation sécuritaire de la province s'est empirée. Des mouvements de défection des militaires ont créé la panique dans la ville et toutes les activités qui auraient pu être exécutées pendant cette période étaient désormais risquées. Mais nos batteries étaient déjà prêtes, des jeunes motivés, engagés avaient déjà donné de leur temps, de leur argent pour construire cette action et personne ne pouvait accepter de l'avorter.

Le principe était simple, nous risquions ensemble. Nous apposions ces calicots la nuit du 30 avril. Et le 1^{er} mai c'était la seule discussion qui dominerait l'actualité.

Sur les calicots nous avons écrit :

- **Non aux cartes de chômeur, oui à une politique d'emploi**

- **Taux de chômage en RDC :**

1984	2006	2015
8%	96%	???

Journée du travail = Journée du chômage

- **Tunachoka na bilaka, kazi sasa** (Nous sommes fatigués des petits jobs, nous voulons des emplois)

- **Offre d'emploi numéro 00X/NK/RDC,**

Conditions d'accès :

1. *L'argent,*
2. *Les faveurs sexuelles,*
3. *Le Nduguisme. (Népotisme/clientélisme)*

Cette nuit-là certains jeunes ont découvert un nouveau monde. Un monde nocturne et noir où la peur était une affaire collective. Le mythe de se sentir incapable est tombé. 32 calicots ont été apposés de 18h à 3h30. Et le lendemain du 1^{er} mai, c'était la fête. La fierté du jeune capable de penser et de réaliser son rêve. Toute la presse s'est mobilisée sans qu'on ne fasse appel à elle. Les discussions dans les quartiers, dans les universités et dans les bureaux des chefs ont été guidées par notre action. Comme toujours, on a cherché la main noire qui a guidé la jeunesse à faire ainsi. Mais cette main noire n'existe pas. Ce qui existe c'est une action jeune, notre action.

2. Le 30 juin : Le mémorial

52 ans après l'indépendance quel bilan faire sur la gestion du pays par des Congolais ?

Durant 52 ans, les discours des politiciens congolais font état «des progrès dans différents domaines de la vie politique et sociale du pays» mais les problèmes sont loin d'être résolus. Des organisations non gouvernementales font des rapports de leurs existences faisant mention des apports de leurs activités sur le terrain. Mais tous ces efforts se fusionnent en une misère indescriptible des Congolais. Les soins de santé, l'éducation, l'emploi sont des luxes qu'on ne s'offre pas facilement. La sécurité est une denrée rare et insaisissable. Bref, le combat pour l'indépendance n'a pas suffi.

La colonisation a officiellement pris fin le 30 juin 1960. Cette lutte noble a consacré Patrice Lumumba comme héros national mais après lui, plusieurs autres braves connus et inconnus continuent à tomber sur les champs de bataille. Ce sont ces Congolais qui se battent jusqu'à la mort dans la lutte pour la survie, la justice, les libertés, et la dignité. Nous faisons semblant d'oublier pour être libre avec nous-mêmes. Nos frères, pères, amis qui sont morts injustement méritaient-ils cela ? La réponse est NON. Nous construisons alors notre société sur les refoulements de notre propre histoire.

En mémoire de tous nos frères victimes, engagés dans ces luttes historiques nous avons organisé une manifestation publique dans laquelle des proches des défunts allaient s'exprimer. L'objectif était de créer un cadre d'expression aux familles pour qu'ils communiquent les circonstances de ces morts injustes, fortuites, inhumaines et oubliées et enterrées par la justice. Une lettre a été écrite au Procureur de la République avec pour objet de demander justice. Hélas, cette manifestation publique n'a pas eu lieu car les services de renseignement l'avaient su quelques heures avant et ont déployé leur personnel au lieu de rendez-vous prévu au rond-point Amani. Selon notre programme, des messages imprimés sur des bouts de papiers étaient jetés le long de la route le 29 juin 2012 pour dénoncer les irrégularités dans les trois domaines : la sécurité, l'emploi, les infrastructures (eau et route).

Ces messages sont :

- 1. Sécurité a l'Est de la RDC, promesses non tenues. Pourquoi promettre pour promettre ? Jusqu'à quand ?**
- 2. La RDC contient 20% des eaux intérieures mondiales, 40% des eaux intérieures africaines. Mais l'eau ne coule pas dans nos robinets. Problème de gouvernance. Démissionnez déjà !**
- 3. Devise de la RDC : Justice, Paix Travail
Réalité : Injustice, Guerre, Chômage
Quel est ce pays où c'est l'anormal qui est normal ?**
- 4. Tunachoka na bilaka kazi sasa. (Nous sommes fatigués des petits jobs, nous voulons des emplois)
Kazi inaleta uhuru (le travail amène l'indépendance).**

Alors que ces messages étaient en train d'être apposés et distribués la nuit du 29 juin au 30 juin, deux agents de la police de renseignement en patrouille ont arrêté 3 jeunes qui passèrent en garde en vue dans le cachot de la P2 où ils passèrent la nuit (dans des conditions carcérales très mauvaises et en recevant un traitement inhumain.) Ces jeunes sont : Gonnat Ngoy, Pascal Baraka et Micheline Mwendike. Le lendemain, ils furent transférés aux bureaux de l'agence nationale de renseignement (ANR). Ils sont accusés de porter atteinte à la sûreté de l'Etat, et qu'ils travaillent pour le compte d'une main noire (des opposants ou des rebelles du M23). Cette main noire ne sera jamais trouvée parce qu'elle n'existe pas.

Plusieurs manifestations et pourparlers furent organisés par des jeunes pour demander leur libération. Dans les pourparlers avec les agents de l'ANR deux autres jeunes furent arrêtés. Il s'agit de Luc Nkulula et Juvin Kombi. Après une pression nationale et internationale qui a eu son pic à la suspension des cours au campus du lac de Goma et un sit-in devant le bureau de l'ANR, les 5 jeunes furent libérés le 6 juillet 2012.

3. Le 15 août – 5 Septembre – 11 Septembre

Alors que la situation sécuritaire se dégrade dans la région, des Chefs d'Etat membres de la conférence internationale de la région des grands Lacs (CIRGL) proposent en août 2012 de constituer une force internationale neutre qui aura pour mission de : protéger les frontières RDC- Rwanda et RDC-Ouganda et d'anéantir les rebellions œuvrant à l'Est de la RDC. Pour nous, la solution ne viendra pas de l'extérieur de notre pays. Elle se situe dans la responsabilisation des autorités congolaises sur leurs propres tâches.

Le 15 août, sachant que les différents ministres de la défense des pays de la CIRGL allaient faire une réunion à Goma pour discuter sur les modalités pratiques de la constitution de cette force internationale neutre, nous avons franchi méthodiquement la ceinture de sécurité de la police nationale congolaise, celle des FARDC puis celle de la

garde présidentielle jusqu'à la porte de l'hôtel Ihusi avec des enseignes sur lesquels était écrit:

Non à la force internationale Neutre

La force Internationale Neutre est une force de trop dans une région déjà surmilitarisée.

Oui au renforcement des capacités des FARDC

Oui au changement du mandat de la MONUSCO ;

Les medias internationaux qui accompagnaient les délégations des différents pays de la CIRGL ont largement diffusé l'information.

Le 5 septembre, une marche fut organisée pour marteler sur les revendications faites le 15 août. La marche a débuté au niveau du bureau de la MONUSCO, un cortège de jeunes a traversé le centre ville jusqu'au bureau du gouverneur où une copie d'une lettre ouverte adressée au président de la République fut déposée. Dans la lettre, nous avons demandé au chef de l'Etat d'assainir l'armée congolaise. Nous sommes allés au-delà des dénonciations en demandant des sanctions concrètes : que le chef d'Etat major général et le chef de l'armée terrestre puissent démissionner car ils sont inefficaces.

En date du 11 septembre, sachant que Herve Ladsous, le secrétaire des Nations-Unies en charge des questions de paix, était présent à Goma, nous avons décidé de le voir pour lui adresser un seul message : « **La meilleure façon de nous PROTÉGER c'est de nous amener la paix. La MONUSCO doit y œuvrer ou s'en aller.** » Il était en réunion avec des autorités provinciales au quartier général de la MONUSCO à Goma et nous l'attendions à l'extérieur sous la pluie et le beau temps. Déjà nous entonnions des chants et des cris pour marquer notre présence. A sa sortie de l'enclos, des jeunes sautèrent sur les pneus de sa voiture, les autres le bloquèrent en se tenant debout sur son chemin. Lui et le cortège des véhicules composant sa délégation furent forcés de s'arrêter et de prendre quelques minutes de leur temps pour lire les messages, écouter nos cris et subir notre ras-le-bol.

Le 21 septembre : INATOSHA !

Le 21 septembre de chaque année, le monde entier célèbre la journée internationale pour la paix. Depuis plusieurs décennies, quand on parle de paix, c'est directement les souvenirs de guerre qui viennent à l'esprit. Bien que la guerre soit souvent prise comme moyen pour atteindre différents objectifs, ses conséquences sont subies par tous, acteurs actifs, non actifs et même non intéressés. Ces guerres font notre histoire. Et la paix est un slogan d'espoir. Cette situation nous fatigue. Notre génération demande la paix qu'elle n'a jamais connue.

Ce fut une opportunité pour les jeunes de manifester publiquement face à cette situation de guerre et à ses conséquences. Le slogan était **INATOSHA** (Assez)

Tout a commencé par une balade de six kilomètres. Arrivés au rond-point Amani, des jeunes ont couvert avec des draps blancs le monument (fait des armes et de munitions construit par la MONUSCO). Ce monument est composé de deux militaires debout, une arme lourde au milieu d'eux pointant le nord de la ville et un oiseau au-dessus d'un tas de cartouches. La marche a chuté au niveau de la tribune de l'ONC, (lieu où s'organisent les activités publiques officielles.) Là, nous avons exposé des photos des victimes qui ont subi les atrocités de la guerre.

Avec des chants et des paroles, des images et des écrits, nous disions que la guerre nous a déjà épuisés. Sur nos calicots, on pouvait lire :

- **A qui profite la guerre ? En tout cas pas nous**
- **6 millions de victimes, 30 millions de litres de sang, c'est déjà Assez !**

Il était 12h quand nous avons allumé le feu en symbole du deuil pour pleurer ceux qui sont tombés sur les champs de différentes batailles. Un char de la MONUSCO était là, il nous assistait comme d'autres passants, adultes et jeunes, qui se joignaient progressivement à nous. La foule commençait à prendre des proportions quand la police est venue en jetant sur nous des grenades lacrymogènes. Nous nous

sommes mis à genoux en cercle autour de notre feu. C'était la panique dans cette avenue principale de Goma. Voyant que ces grenades étaient inefficaces pour nous disperser, le commandant de la police de la ville de Goma ordonna de tirer à balles réelles. Une personne a été blessée par balle et 6 jeunes ont été arrêtés, accusés de trouble à l'ordre public, connivence avec les groupes rebelles et dissipations d'armes et de munitions. Ces jeunes sont Serge Sivya, Jean Mober N'senga, Ghislain Mihiwa, Pascal Baraka et John Bisimwa. Ils ont été libérés le lendemain dans la soirée. La personne blessée a été internée à l'hôpital HEAL Africa pendant 4 jours.

4. Le 6 décembre 2012

Les élections de 2011 ont permis de renouveler la chambre basse du Parlement, avec 500 députés chargés de contrôler l'action gouvernementale pour le compte de quelque 72 millions de congolais. Voilà 8 mois que la RDC subit une « guerre d'agression ». Sept mois donc que les pauvres populations du Kivu se déplacent par milliers, d'un camp de déplacés vers un autre, fuyant les combats entre les rebelles. Malheureusement les débats à l'Assemblée Nationale semblent être en déphasage des aspirations de la population. Les élus trouvent de compromis effrayants dans les discussions sur leurs salaires mais, quand il faut sanctionner un quelconque ministre, ils se divisent en camp de la majorité présidentielle et celui de l'opposition. Ils assistent impuissants, malgré leur pouvoir, à la corruption au sein du gouvernement et jamais ils ne donnent leur position. Les électeurs subissent les décisions du gouvernement. Les élus ne se sentent pas redevables vis-à-vis de leurs électeurs.

Suite à cette situation, nous avons pris l'initiative de rappeler aux « honorables » députés la mission qui est la leur. Celle de contrôler et de sanctionner, si besoin est, le gouvernement. Nous avons demandé l'interpellation des ministres concernés directement par la situation de guerre avec sanction aux ministres de l'intérieur et celui de la défense. Nous avons demandé également aux élus du peuple de prendre position sur la tenue et les retombées des négociations de Kampala et d'exiger la révisitation du mandat de la MONUSCO.

Une lettre personnelle a été écrite à tous les députés nationaux et une manifestation publique a eu lieu à la tribune de l'ONC. Comme la Constitution de la République le demande, une lettre d'information sur la manifestation a été adressée à l'autorité locale. Elle en profita, un jour avant la manifestation, pour interdire ouvertement notre activité avec pour motif que des bandits armés pourraient en profiter. Bravant cette interdiction, nous nous sommes retrouvés à la place de l'ONC. Avec une mise en place rapide mais sereine, nous avons apposé nos calicots, posé nos brassards, accroché nos messages au cou et sur une ligne, chacun avec un message. Par des chants, des slogans de lutte, des danses, des discours spontanés, et des partages des messages nous nous exprimions. Du coup plusieurs journalistes nationaux et internationaux sont venus pour couvrir la manifestation.

Au cours du rassemblement, plusieurs messages en rapport avec les négociations qui s'entamaient entre le gouvernement et le M23, le mandat de la MONUSCO, la responsabilité des membres du gouvernement et du Parlement ont été affichés. Ainsi on pouvait lire :

Le peuple se meurt les députés se banalisent

Non aux négociations de récompenses

On ne change pas l'équipe qui gagne mais on change l'équipe qui ne gagne pas ;

Goma ne tombera pas. Quel mensonge !

Les ministres de l'intérieur et celui de la défense ont failli à leur mission, ils doivent démissionner ;

Non à la force neutre, oui au renforcement des FARDC

Micheline Mwendike, Goma

La lutte des travailleurs miniers contre la discrimination au sein d'Anglo Goldfield Kilo en Ituri

Le cas d'étude que nous présentons est une expérience de révolte constructive qui a permis au groupe moteur parmi les mineurs travaillant pour le compte d'AGK² de lutter jusqu'à arracher l'amélioration de leur condition salariale et la sécurisation sociale de leur travail. La scène se déroule à Mongbwalu à plus ou moins 90 km de Bunia, chef-lieu du district de l'Ituri, province Orientale en RD Congo, en septembre 2010.

Pour parler d'une révolte constructive, il faut un déclic et dans le cas d'espèce c'était le choc et l'indignation provoqués par un traitement discriminatoire des personnels au sein d'AGK. Cette dernière, pour mieux se dérober à certaines de ses responsabilités sociales vis-à-vis des travailleurs, avait confié la gestion d'une partie de ces travailleurs à une maison de sous-traitance du personnel, MUDOGO DIDI, M.D. en sigle.

Un matin, Mongbwalu en général et la compagnie AGK en particulier se réveillent au rythme de grèves déclenchées par la masse prolétaire des ouvriers qui ont bloqué l'entrée principale d'AGK. Il n'y a pas d'entrée ni de sortie des travailleurs, aucun véhicule ne circule car les chauffeurs aussi sont en grève. Les ouvriers, hommes et femmes qui se réveillent se dirigent comme des fourmis en direction de l'entrée principale des installations d'AGK où leurs pairs font déjà le *sit-in*.

Il s'agit d'une action forte, éclatante qui sort de l'ordinaire. Par-dessus le marché, elle est porteuse d'une utopie créatrice qui aboutira à un changement de comportement plus ou moins positif de la part de l'employé et de son sous-traitant. La grève est caractérisée par la solidarité et l'unité de tous pour parer à toute manipulation

2AGK: Anglo Goldfield Kilo, une jointventure entre Anglo Gold Ashanti et SOKIMO dans la concession 40.

afin de ne pas fragiliser le mouvement par une division intestine. Cela ressemblait bien aux manifestations observées lors du printemps arabe en Tunisie, en Egypte ou encore à Lybie avec la seule différence que dans notre cas, elle était non-violente.

Il convient de distinguer deux niveaux d'acteurs de cette lutte. Au premier niveau. Il y a les bénéficiaires eux-mêmes, à savoir les travailleurs choqués et indignés par leur traitement injuste. Entre eux il y a eu des meneurs de groupe (groupe moteur) qui ont eu à prendre conscience de leur situation qui était injuste. A leur tour, sans rester dans l'expectative, ils ont non seulement conscientisé leur pairs mais encore les ont mobilisés à lutter pour une cause noble afin de recouvrer leur dignité humaine et ainsi changer leur condition déshumanisante en une situation plus humanisante.

Au second niveau, nous avons les accompagnateurs de cette révolte : le Cadre de Concertation sur les ressources naturelles en Ituri et la Commission Justice et Paix du diocèse de Bunia sous la coordination de notre personne forts de nos renforcements des capacités entre autre au Bustani. Notre accompagnement a consisté à aider le groupe moteur pendant et après la grève.

Pendant la grève, une fois que nous en avons reçu la nouvelle, nous sommes allés d'urgence avec le secrétaire permanent du CDC sur le lieu à Mongbwalu. Nous avons eu une séance de travail avec le groupe moteur en faisant une analyse de la situation et en les aidant à trouver une piste de solution par la non-violence tout en évitant tout débordement. Après quoi, nous les avons reçus tous pour leur donner un message d'apaisement tout en nous engageant à faciliter le dialogue entre-eux et leur employé MUDOGO DIDI et, par ricochet, AGK contractant de ce dernier. Cela fut chose faite. Et non seulement le groupe moteur mais tous les grévistes, hommes et femmes ont été ragailardis par notre présence marquée par l'accompagnement, le conseil et l'interaction avec AGK et MUDOGO DIDI sur les revendications des travailleurs. AGK qui tout au début a voulu faire semblant de ne pas prendre la grève au sérieux en gardant distance s'est vu obligée d'intervenir vu que l'arrêt des machines de prospections lui coûtait beaucoup d'argent. Ainsi AGK à son tour a eu

à exercer une forte pression sur son sous- traitant en vue d'arriver vite à une solution de peur que cela n'empiète sur leur contrat en termes de dédommagement de temps mort dans le travail. Ainsi le sous-traitant MD se retrouvait entre le marteau et l'enclume. D'où il était bien obligé de céder malgré lui et de répondre positivement aux doléances des travailleurs grévistes ; obtenant en contrepartie la reprise de travail après plus d'une semaine de grève.

Après le mouvement de grève, nous avons continué l'accompagnement-conseil du groupe moteur qui ne manquait pas de nous consulter lors de propositions de texte de contrats pour que cela soit en conformité avec les outils juridiques en vigueur en la matière. Aussi sur le terrain à Mongbwalu nous avons un agent qui faisait le monitoring à temps plein sur la question et partageait avec nous toutes les informations possibles.

Quels ont été les moyens ou mieux les stratégies qui ont permis que cette révolte constructrice aboutisse ? Il y a eu de la part du cadre de concertation sur les ressources naturelles et la commission diocésaine justice et paix, un travail de conscientisation et renforcement des capacités mené à fond pour les membres du comité local de gouvernance participative de Mongbwalu, dont certains membres sont des travailleurs d'AGK ou encore ex-travailleurs de KIMIN. Il y a eu aussi le travail de mobilisation collective à travers l'organisation de tribunes d'expression libre sur la situation prévalente sur le plan culturel, économique et politico-sécuritaire. En plus nous avons mené des actions de lobby et plaidoyer auprès des autorités locales ainsi qu'auprès de Mudogo DIDI et AGK qui finalement ont dû recourir à notre médiation pour déclencher un dialogue constructif entre les travailleurs et leur sous employeur MUDOGO DIDI.

D'aucuns peuvent s'interroger finalement sur l'objet de la grève déclenchée le 07 septembre 2010. La réponse à cette question nous amène à présenter les situations limites qui ont constitué l'essence de l'indignation populaire. Point n'est besoin de dire que c'était l'expression de ras-le-bol d'une situation-limite. Depuis un certain temps, la main- d'œuvre ouvrière de AGK était scindée en trois catégories nettement décalées par rapport à leur statut et aux

avantages sociaux reçus. Le premier groupe était celui des travailleurs ayant signé un contrat du travail avec AGK, le deuxième était constitué des classifiés et le dernier rassemblait les journaliers. Les classifiés ont eu du mal à accepter cette condition de travail qui leur privait de certains avantages auxquels leurs collègues avaient droit. A titre illustratif, on peut citer les différences des soins médicaux, la prime de 13^{ème} mois non payée, les frais de scolarité des enfants que les uns ont et que les autres n'ont pas, le refus de la part de MD de laisser les travailleurs se constituer en syndicat, beaucoup d'irrégularités sur le bulletin de paie, des journaliers payés sans fiche de paye, etc... Et pourtant, contracté ou classifié, tous effectuent les mêmes travaux et au service, rien ne les distingue.

Pour revendiquer cette situation, plus de cinq lettres, dans le passé, ont été adressées à MD avec copie pour information à AGK et aucune n'avait obtenu de réponse de la part de MD, selon le dire des travailleurs. Tout a commencé avec les frais de scolarité payés par AGK à ses contractants. 90 % du net à payer est ajouté sur le salaire des contractés en défaveur des classifiés et journaliers qui sont des travailleurs de MD. Et paradoxalement, une somme modique de 20 \$ seulement a été servie forfaitairement à ces travailleurs. Une première lettre datée du 03 sept 2010 a été expédiée par les travailleurs MD affectés à AGK au Directeur Général de l'Etablissement Mudogo Didi avec pour objet l'indignation des travailleurs Mudogo Didi affectés à AGK. Cette lettre demande la disponibilisation d'un mécanisme pour que tous aient un contrat qui n'est pas lié à la tâche. Sinon dépassé la date limite du 06 sept 2010, sans suite favorable à la demande, une grève serait lancée. Devant le silence de MD, le mardi 07 septembre à 4h00 du matin, tous les travailleurs de MD affectés à AGK étaient devant le portail de la clôture d'AGK. Après la lecture d'une lettre datée du même jour, la grève avait commencé. On retiendra que cette lettre qu'ils garderont anonyme jusqu'au mercredi matin ne parlait nullement des frais de scolarités comme l'on pouvait s'y attendre, mais elle dénonçait non seulement les contrats liés à la tâche, mais aussi le taux élevé de fiscalité retenues sur leurs salaires par rapport à l'IPR et à l'INSS. Ils y ont réclamé une rencontre tripartite qui devrait réunir autour d'une même table Mme DEBRA d'AGK, MUDOGO DIDI, le sous-traitant

d'emploi chez AGK et les travailleurs MD affectés à AGK. A défaut de cet entretien, ils réclament le départ sans délai de MD.

Comme résultante de la prise de conscience collective, le mardi 07 septembre 2010, une grève éclate et tous les travailleurs de MD ont stoppé le travail - ils sont estimés à plus de 80 % de l'effectif total - et ont procédé au sit-in devant le bureau de MD jusqu'à 16 h00 de l'après midi, sans aucun contact avec personne. Le laboratoire était fermé, les véhicules stoppés sans chauffeurs, alors que les carottes des échantillons devraient être acheminées sur Bunia, deux machines de sondage sur trois étaient inopérables faute de machinistes. Les activités d'AGK sont paralysées et le chômage des machines constitue des manques à gagner pour AGK. Le lendemain, la mobilisation continue. Depuis 4 h00 du matin, la porte de la clôture d'AGK était barricadée et à 7h00, la foule s'est dirigée vers le bureau de MD où un premier discours a été prononcé par MD qui demandait aux travailleurs d'aller au service et qu'une délégation se réunisse pour trouver solution à la crise. Cette proposition a été rejetée en bloc. Pour cause, lorsque AGK constituait son syndicat, MD refusa aux siens de le faire, sous prétexte que ce n'était pas opportun. Même l'intervention du Chef de la cité et du chef d'antenne de l'Agence Nationale des Renseignements n'ont pu fléchir les grévistes. Tous ceux qui abondaient dans le même sens que MD étaient taxés de corrompus. Un climat de confusion total régnera jusqu'au soir. Soulignons que ce même mercredi, deux rencontres seront organisées sous la médiation de CDC entre MD d'une part et les travailleurs d'autre part pour lancer un début de dialogue. Le jour suivant encore, la foule en grève fait son mouvement habituel de va-et-vient d'AGK vers MD. Les travailleurs refusent de constituer une délégation, ce qui rend la tâche compliquée à MD. Ce dernier multiplie des contacts avec AGK. Le CDC fera plusieurs rencontres pour amener les uns et les autres à comprendre la situation et à se mettre ensemble pour dialoguer. Commenant par le chef de la cité en passant par AGK et MD, les séances se termineront avec les travailleurs et puis une rencontre entre MD et les travailleurs est ainsi arrachée pour le vendredi matin.

A la grande surprise de tous, cette journée de vendredi 10 septembre 2010 a été la plus chaude et la plus confuse de toutes les précédentes. Trois réunions ont eu lieu entre MD et les travailleurs. La première rencontre eut lieu vers la mi-journée en accouchant d'une souris. En effet, un premier face à face de la délégation des travailleurs de plus ou moins 15 personnes et MD a lieu plus tôt dans un climat de tension et de méfiance. Les travailleurs exigent de MD la présence des différents chefs d'établissements d'AGK avant de commencer toute discussion. Forcé par la pression de la foule, MD ira consulter AGK qui répondra qu'ils ont des clauses de contrats qui refusent de traiter directement avec les travailleurs. D'où, c'est à MD de trouver d'abord des compromis avec les travailleurs, lesdits compromis seraient discutés en second lieu avec AGK. La deuxième rencontre sans une représentation d'AGK tourne au vinaigre. Face à la fermeté de la délégation qui continue à exiger comme tout préalable la présence des autorités d'AGK, le patron de MD trouve mieux de négocier directement avec la foule des travailleurs, pourtant une démarche que MD avait pris option d'éviter.

Ainsi la troisième rencontre a permis à la délégation des travailleurs de remettre publiquement un cahier de charge tout en exigeant aussi de la part de MD une réponse écrite alors que MD voulait se contenter d'une réponse verbale. Face à son obstination à donner une réponse verbale, la foule se scinda en deux blocs inégalement répartis en nombre et en sexe. L'opposition minoritaire constituée plus de femmes voulait que MD réponde verbalement alors la majorité constituée plus d'hommes ne voulait plus se contenter de l'oralité. Néanmoins, la réponse écrite de MD sera attendue pour le samedi 11 septembre 2010 avant 10h00. Ce qui sera chose faite.

Ce mouvement de grève qui constitue pour nous une révolte constructive a porté des fruits. MD s'exécutera et se conformera aux revendications des travailleurs dont la suppression des contrats liés à la tâche qui seront transformés en contrats à durée indéterminée. Les salaires sont revus à la hausse. AGK, pour soigner son image, s'est vue dans l'obligation de remercier Mudogo DIDI et de contracter un autre sous-traitant, à savoir Group Services. Ainsi la paix sociale au sein d'AGK fut retrouvée. Cette révolte constructive a

été un processus constitué des actions mobilisatrices : actions collectives, regroupements, mouvements de résistance, médiations et dialogues.

La première leçon que nous en tirons est qu'une révolte constructive n'est possible que là où des hommes prennent conscience individuellement et collectivement de leur deshumanisation et s'engagent à faire changer cette situation dans une liberté radicale en se débarrassant de tout silence et passivité afin de ne pas être eux mêmes complices de leur asservissement.

Une deuxième leçon : ce cas d'étude bien que présentant un fait qui s'est passé en 2010, reste encore d'actualité pour autant que les entreprises multinationales continuent à utiliser la politique de sous-traitance pour ne pas répondre directement de leur responsabilité sociale vis-à-vis de leurs travailleurs.

Une troisième leçon : une révolte constructive qui a pour objectif la libération de chacun et de tous pour une vie de qualité doit se faire dans une liberté radicale à l'exemple de l'homme Jésus. « La liberté expérimentée par Jésus atteignait jusqu'aux racines mêmes de son être. Lui, [Jésus], était capable de se dresser pour contredire les préjugés, les coutumes et les normes culturelles de sa société... A l'intérieur de cette société et de sa religion, il n'avait aucune autorité pour le faire. Ce qu'il avait, c'était la liberté personnelle de faire la volonté de Dieu sans se soucier de ce que quiconque pensait ou disait. Il était libre d'aimer sans réserve... Il n'était attaché à rien ni à personne, pas même à sa propre vie ou au succès de sa mission. Sa liberté était sans limites parce que sa confiance en Dieu ne connaissait pas de limites... Le fondement de la liberté radicale est la confiance »³.

D'où nous avons aujourd'hui un choix à faire : nous cacher le visage pour mourir et bander nos yeux pour ne pas voir nos frères et sœurs qui meurent à petit feu ou alors nous réveiller pour lutter aux côtés de nos frères et sœurs pour la qualité de leur vie en nous dressant dans une liberté radicale contre les puissances du mal, les injustices

3 A. Nolan, *Jésus aujourd'hui*, pp.181-182.

personnelles ou sociales, avec un combat pour les déshérités, les victimes de la pauvreté et du mépris. Un combat contre les légalismes, les conformismes et les jugements inhumains. La révolte constructrice des travailleurs est une illustration vivante que le changement est possible et que si tous nous luttons ensemble, nous pouvons créer un espace vital où il fait beau vivre.

Par Alfred NDRABU BUJU

Bunia

ANNEXES

Annexe 1. *Saul Alinsky*

Saul Alinsky plaide pour la responsabilité et la participation des citoyens dans le système démocratique. Pour lui, l'idéal démocratique n'est pas soumission aux pouvoirs. Il ne suffit pas d'élire des candidats, l'action naît de la pression exercée sur les élus.

Saul Alinsky fonde sa démarche sur l'organisation d'un pouvoir de masse. Elle consiste à permettre aux déshérités de créer des organisations populaires et de mettre en œuvre des mouvements capables d'exercer une pression, de manifester un pouvoir. Trois idées-forces résument la stratégie qualifiée de conflictuelle. L'intérêt des individus et des groupes stimule la motivation pour agir, il favorise l'émergence de leaders et de militants capables d'amorcer un mouvement.

- Pour les déshérités, le point de départ du changement est dans le découragement, la résignation et le sentiment d'impuissance éprouvés à tel point que le présent ne peut plus être accepté tel qu'il est, qu'il n'y a rien à perdre à miser sur l'avenir.

- Penser en termes de communauté d'intérêt constitue une condition de changement en faisant appel à des principes moraux supérieurs - de justice, de liberté... - là où la moralité n'est habituellement que justification verbale de l'opportunisme et de l'injustice...

Concrètement, cette démarche pragmatique et raisonnée consiste à développer les dynamiques consensuelles internes, à rassembler des potentialités et constituer une force collective capable d'offrir des biens et des services à la communauté tout en articulant ces modalités d'organisation aux rapports conflictuels externes par l'exercice d'un pouvoir collectif, c'est-à-dire l'établissement du rapport de forces nécessaire à la négociation et au compromis avec les autorités.

Les tactiques de pression (d'après S. Alinsky)	
Contribuent à exercer la pression externe	Permettent de renforcer la cohésion interne
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Finaliser les actions, leur trouver une justification noble qui ne peut être contestée socialement. ▪ Mettre l'adversaire au pied du mur de son propre évangile (démocratie participation...). Choisir sa cible: la figer, la personnaliser, la polariser au maximum. ▪ Utiliser des moyens démocratiques et respecter la légalité pour ne pas offrir des armes à l'adversaire. ▪ Le pouvoir est celui que l'adversaire nous attribue et pas seulement celui que l'on a. ▪ Sortir du champ d'expérience de l'adversaire, pour y provoquer craintes et confusions. ▪ Exercer la pression sur un terrain où l'adversaire ne vous attend pas, éviter de se battre là où il vous attend avec ses propres armes. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Viser des objectifs valorisants et atteignables. Ne pas engager d'actions qui mettent en jeu la sécurité des gens. ▪ Stimuler et utiliser l'imagination des gens. Tirer au mieux parti d'un handicap. Le pousser pour le transformer en atout. ▪ Amener ta population à se battre là où c'est possible : actions courtes et moyens diversifiés pour éviter l'échec. ▪ Utiliser à son profit tous les événements du moment. Saisir les opportunités. ▪ Rester dans le champ d'expérience des populations concernées. En sortir provoquerait craintes et confusions. ▪ Les limites aux tactiques de pression sont dans la capacité de l'adversaire à trouver des parades.

Les tactiques de pression (d'après S. Alinsky)	
Contributeur à exercer la pression externe	Permettent de renforcer la cohésion interne
<ul style="list-style-type: none"> ▪ La menace, par ce qu'elle représente potentiellement, effraie davantage que l'action elle-même. ▪ Une attaque ne peut réussir que si une solution de rechange est prête à fonctionner. ▪ Utiliser les "actions de diversion", qui déroutent l'adversaire (ridicule, dérision.) et s'en prennent à la respectabilité. aux attributs du pouvoir. ▪ Maintenir la pression en diversifiant les actions, En provoquant des réactions, elles entraînent de nouvelles actions... 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Une tactique n'est appropriée et efficace que si les gens ont du plaisir à la mettre en œuvre (s'abstenir si hésitations et doutes). ▪ Envisager en engageant toute action les solutions de rechange pour éviter de rester sur un échec. ▪ Les "actions de diversion" amusantes sont fortement mobilisatrices quand elles brisent la respectabilité et les attributs du pouvoir adverse. ▪ Ne pas prolonger trop longtemps une même pression. Renouveler les actions qui maintiennent la mobilisation en évitant lassitude et découragement.

Annexe 2. Les 5 préceptes d'Indignez-vous de Stéphane Hessel

1 - Trouver un motif d'indignation

Selon Stéphane Hessel, ancien résistant qui prône les valeurs véhiculées pendant cette période de l'Histoire de France, les raisons de s'indigner existent.

Il suffit de les chercher. "Les raisons de s'indigner peuvent paraître aujourd'hui moins nettes ou le monde trop complexe. (...)

Mais dans ce monde, il y a des choses insupportables. Pour le voir, il faut bien regarder, chercher. Je dis aux jeunes: cherchez un peu, vous allez trouver.

La pire des attitudes est l'indifférence, dire 'Je n'y peux rien, je me débrouille'."

Le traitement fait aux immigrés, aux sans-papiers, aux Roms sont autant de raisons pour l'auteur de s'indigner.

"Je vous souhaite à tous, à chacun d'entre vous, d'avoir votre motif d'indignation. C'est précieux.

Quand quelque chose vous indigne comme j'ai été indigné par le nazisme, alors on devient militant, fort et engagé."

2 - Changer de système économique

"L'actuelle dictature internationale des marchés financiers (...) menace la paix et la démocratie.

"Dans *Indignez-vous*, l'auteur met en cause notre système économique, dénonçant les écarts de richesses grandissants.

Nous n'avons pas su, constate-t-il, tirer les leçons des erreurs de la crise économique, pourtant dévastatrice.

"L'écart entre les plus pauvres et les plus riches n'a jamais été aussi important: et la course à l'argent, la compétition, autant encouragée.

" Et de proposer comme alternative que "l'intérêt général" prime sur "l'intérêt particulier", et le "juste partage des richesses créées par le monde du travail" sur le "pouvoir de l'argent".

3 - Mettre fin au conflit israélo-palestinien

Farouche défenseur de "la Palestine, la bande de Gaza, la Cisjordanie", l'ancien résistant s'est attiré les foudres de plusieurs associations en appelant au boycott des produits israéliens.

Revenant sur l'opération "[Plomb durci](#)", Stéphane Hessel écrit: "Que des Juifs puissent perpétrer eux-mêmes des crimes de guerre, c'est insupportable.

Hélas, l'Histoire donne peu d'exemples de peuples qui tirent les leçons de leur propre histoire.

"Après la publication de son ouvrage d'une vingtaine de pages, l'ancien résistant a été visé par [trente plaintes](#) pour antisémitisme.

4 - Choisir la non-violence

Convaincu que l'avenir "appartient à la non-violence", Stéphane Hessel refuse d'excuser les "terroristes qui jettent des bombes". Mais il affirme qu'on "peut les comprendre". "On peut se dire que le terrorisme est une forme d'exaspération.

Et que cette exaspération est un terme négatif.

Il ne faudrait pas ex-aspérer, il faudrait es-pérer. L'exaspération est un déni de l'espoir.

Elle est compréhensible, je dirais presque qu'elle est naturelle, mais pour autant elle n'est pas acceptable.

" Et d'ajouter, en se [désolidarisant de Jean-Paul Sartre](#): "Se dire 'la violence n'est pas efficace', c'est bien plus important que de savoir si on doit condamner ou pas ceux qui s'y livrent."

5 - Endiguer le déclin de notre société

D'importants progrès ont été faits depuis 1948, concède Stéphane Hessel. La décolonisation, la fin de l'apartheid, la chute du mur de Berlin...

Mais cette tendance tend, selon lui, à s'inverser depuis les années 2000. "Les premières années du XXI^e siècle ont été une période de recul.

Ce recul, je l'explique en partie par la présidence américaine de Georges Bush, le 11 septembre, et les conséquences désastreuses

qu'en ont tirées les Etats-Unis, comme cette intervention militaire en Irak."

"Nous sommes à un seuil, entre les horreurs de la première décennie et les possibilités des décennies suivantes. Mais il faut espérer, il faut toujours espérer."